Br.B. 3663

CATALOGNE 1937

N° 39

" L'HOMME RÉEL "

REVUE MENSUELLE DU SYNDICALISME ET DE L'HUMANISME

RÉEL

MARS 1937

(4 e ANNÉE)

REVUE DU SYNDICALISME
ET DE L'HUMANISME
PARAISSANT LE 15 DE CHAQUE MOIS

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

Pierre GANIVET

13, RUE VALETTE, PARIS Ve

C. C. POSTAL : HOMME RÉEL PARIS 1444.36

ABONNEMENTS

FRANCE ET BELGIQUE	UN AN.....	Frs. 50
	UN SEMESTRE.	Frs. 26
ETRANGER :	UN AN.....	Frs. 60
	UN SEMESTRE.	Frs. 32

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

Maxime Leroy, Edouard Berth, Francis Delaisi, Edouard Dolléans, Georges Bourgin, conservateur des Archives Nationales, Christian Cornelissen, Henri Poulaille, Jean Carlu, docteur Jean Dalsace, Georges Gurvitch, Robert Lacoste, Jean Duret, Lucien Laurat, Gaston-Weil, Emmanuel Lévy, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, André Philip, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, A. Arsène-Alexandre, Georges Duveau, Antoine Richard, Pierre Boivin, Georges Lefranc (Fédération de l'Enseignement), Joseph Vitalis (Fédération des Fonctionnaires), Emile Guiader (Fédération des Finances), Pierre Ganivet (Fédération des Employés), René Belin (Fédération des Postiers), Raymond Bouyer (Fédération des Métaux), Marcel Bonnet (Fédération de l'Habillement), Jean Boisseau, Albert Guigui (Fédération du Livre), Henri Boville (Fédération de l'Alimentation), Jean Moreau (Syndicat National des Instituteurs).

Catalogne 1936-1937

Une étude d'ensemble sur les faits révolutionnaires qui se déroulent de l'autre côté des Pyrénées, n'a été réalisée ni même esquissée par personne jusqu'à ce jour, et elle serait d'un intérêt capital pour tous les peuples de la terre, à plus forte raison pour les travailleurs français.

Pour s'en tenir aux chapitres essentiels, il serait nécessaire de traiter tout au moins les quelques grands sujets que voici :

1° *Traditions particulières des travailleurs espagnols.*

2° *La Lutte armée déclenchée le 19 juillet.*

3° *La Conquête du pain (réquisitions et collectivisations).*

4° *La Socialisation (réorganisation de la vie sociale).*

5° *L'Evolution politique.*

6° *Les Perspectives.*

En 1936, dans l'*Espagne Antifasciste* et, depuis, dans l'*Espagne Nouvelle*, nous avons publié un assez grand nombre de matériaux susceptibles de servir à l'élaboration de ces divers chapitres, matériaux recueillis au hasard de l'information et souvent traduits ou rédigés à la diable, dans la surexcitation de la lutte au jour le jour.

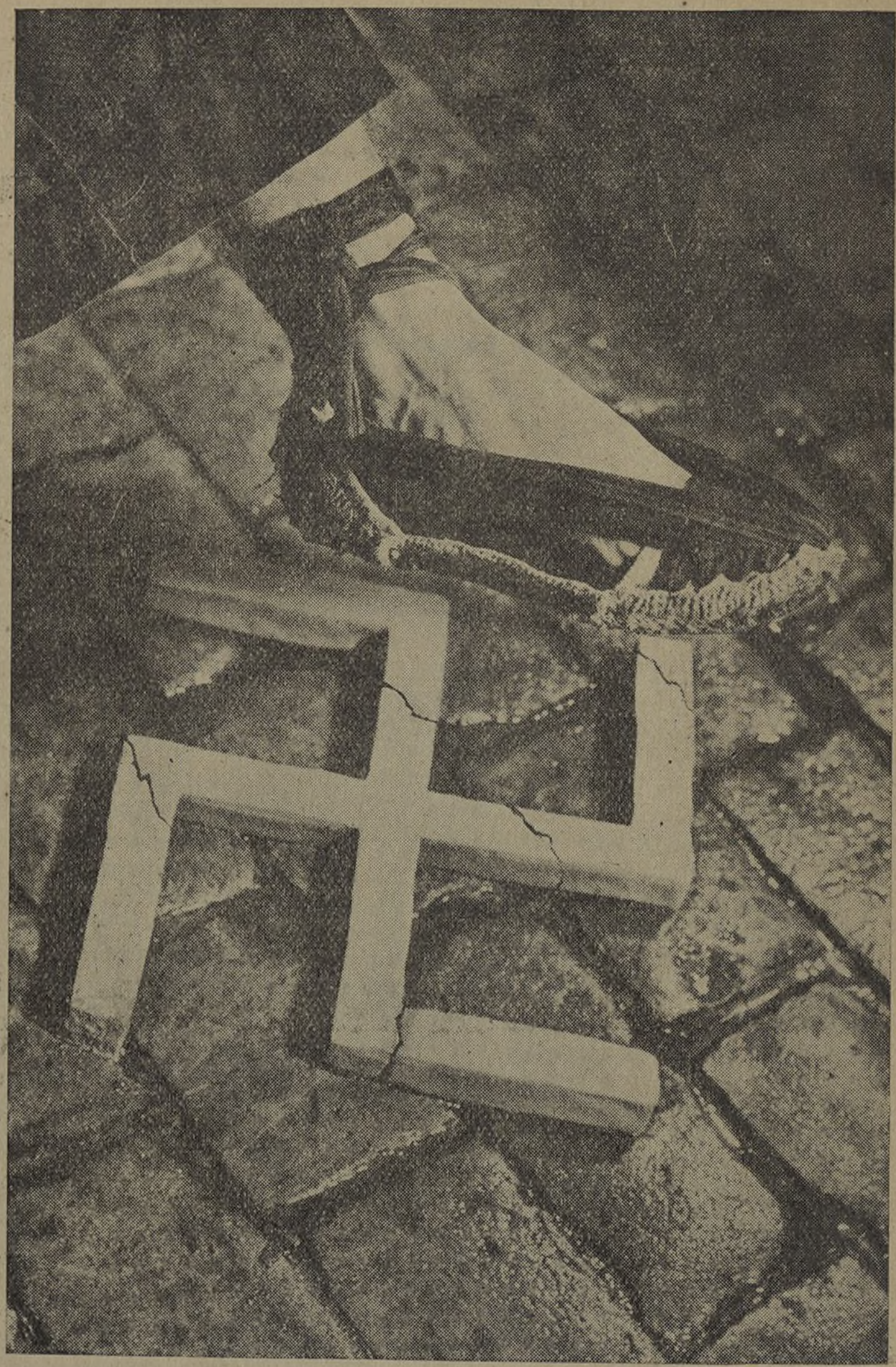
Au fur et à mesure que nous parviendrons à mettre un minimum d'ordre dans nos idées et dans nos dossiers, nous nous efforcerons de porter à la connaissance du public le résultat de notre travail, si fragmentaire qu'il soit encore. Nous laisserons à de plus capables que nous le soin d'élaborer ce qu'on est convenu d'appeler un peu ambitieusement la « synthèse définitive », ou le « jugement de l'histoire » (jugement dont les variations ultérieures constituent elles-mêmes une « histoire », et probablement la seule qu'il soit possible d'aborder objectivement !).

Notre dessein est d'ordre directement pratique. Nous voulons combattre contre l'étreinte étouffante dont le monde capitaliste enveloppe l'Espagne révolutionnaire ; étreinte de violence, de neutralité hypocrite, de blocus opposé à la libre circulation des hommes et des produits (et, plus encore, des connaissances et des idées) ; étreinte de la mort, symbolisée par la coalition de tout ce que le monde entier compte de capitalistes, de soudards, d'imbéciles et de calotins.

Nous aurons atteint notre but, si, après avoir lu notre première brochure, le travailleur de langue française, quelle que soit la nation à laquelle il appartienne, ou l'idéologie qu'il professe, trouve en lui le désir de revendiquer à voix haute *la vérité, toute la vérité, sur l'Espagne* et *la liberté, toute la liberté, pour le peuple espagnol de suivre les voies socialistes et fédéralistes qui lui sont propres.*

Contrairement à ce que nous avions annoncé, le présent opuscule ne contiendra pas le bilan des *collectivisations* en Catalogne, question qui mérite à elle seule un volume spécial. Nous nous contentons, pour cette fois, d'aborder les deux sujets de « l'Armement du peuple » et de l'Histoire du mouvement Anarcho-syndicaliste espagnol (ce dernier par la publication en français d'un ouvrage rédigé par des camarades allemands).

Le reste viendra à son heure. André et Dori PRUDHOMMEAUX.



19-21 Juillet 1936

I

L'Armement du Peuple dans la Révolution Espagnole

Les « Trois Glorieuses »

L'armement du Peuple est le premier problème de toute lutte sociale. En Espagne, ce problème fut déterminant dès le premier jour et n'a pas cessé de l'être. La lutte armée a imposé son propre rythme de développement à la révolution, sur tous les terrains. L'économie, avec ses alternatives de socialisme libertaire et de reflux vers l'étatisme et la propriété privée, la politique intérieure et extérieure sous tous ses aspects, le caractère même de la vie sociale et morale dans toute l'Espagne, tout cela est dominé, étroitement influencé et régi par les fluctuations de la lutte armée et en dernière analyse par le problème matériel et organique de l'armement du peuple.

« Des Armes ! » Telle est et reste la principale revendication de la révolution espagnole. Une fois de plus se vérifie la parole de Blanqui : « Qui a du fer, a du pain. »

Voici comment le problème de l'armement se posa à Barcelone les 17, 18 et 19 juillet : le récit ci-dessous est emprunté au camarade M. Buenacasa (*Espagne Antifasciste* n° 3) :

« Dans la nuit du 17 au 18 juillet, les ouvriers se réunissent dans leurs syndicats. Ils exigent des armes, mais ne peuvent en obtenir. Des groupes se dirigent vers le port, d'où, avec le consentement des marins, ils emportent cent cinquante fusils et des munitions au siège du syndicat des Transports. Le gouvernement se refuse toujours à donner des armes aux travailleurs. La garde civile parlemente avec les ouvriers. Des milliers d'entre eux attendent sur la Rambla.

» Tel fut le début de l'action ouvrière à Barcelone. Les premières rencontres n'eurent lieu qu'à l'aube du dimanche 19 juillet.

» A cinq heures du matin, le général de brigade Justo Legurburu et le colonel du 10e régiment d'artillerie José Llanas Quintanillas, déclarent

l'état de guerre. Ils font entrer 500 fascistes barcelonais au quartier, les arment convenablement et les font sortir dans la rue. La lutte commence. Un certain nombre des nôtres sont pris.

» L'aviation loyale commence le bombardement et détruit deux batteries.

» Des militaires s'emparent aussi du syndicat du bois. Les officiers sont sur le point de faire fusiller nos camarades, quand un groupe décidé des nôtres les libère en s'emparant de deux mitrailleuses et en procédant à de nombreuses arrestations.

» Egalement, à cinq heures du matin, nos camarades avec les armes qu'ils ont pu trouver, donnent l'attaque aux casernes de Barcelonette. La lutte est très dure ; il y a de lourdes pertes des deux côtés. A dix heures pourtant l'ennemi est battu. Les camarades enlèvent aux militaires cinq canons de calibre moyen, le trophée le plus important des luttes à Barcelone.

» Les soldats du groupe d'information de Saint-André se refusent à sortir quand les officiers le leur ordonnent et ceux-ci doivent abandonner leur projet. De plus, les soldats, dans leur majorité, se joignent aux milices révolutionnaires.

» Depuis une semaine, les chefs du 10e régiment de cavalerie gardaient leurs hommes au quartier de la rue de Tarragone. A trois heures de l'après-midi, le capitaine Santos Villalon Pérez fait sortir son escadron dans la rue. Tandis qu'il donne des ordres aux officiers, un soldat le couche en joue et l'escadron se disperse.

» Après avoir occupé toute la place de Catalogne et le Métro, nos camarades donnent l'assaut au Central Téléphonique dont les fascistes s'étaient emparés. Après la prise du Central, voilà les paroles d'un agent de police qui avait participé : « Ceux de la F. A. I. sont les seuls qui soient faits pour ce travail ».

» Dès le matin, la Capitainerie Générale est encerclée par un fort groupement de camarades et des gardes d'assaut. La lutte se poursuit tout le jour contre les forces qui sont concentrées là. La Capitainerie se rend dans la soirée. Le général Godet, ne pouvant résister plus longtemps, décide de se livrer, tandis que ses officiers d'état-major se suicident. »

Le lendemain, lundi 20 juillet, les casernes de Pédralbès et d'Atarazanas (ou « des Dresannes ») sont prises. C'est à cette dernière attaque que se place la perte tragique de l'anarchiste Francisco Ascaso, qui tomba sous une rafale de mitrailleuse en conduisant l'assaut final. Le mardi 21, il ne restait plus du putsch fasciste que des tirailleurs embusqués ça et là dans les clochers des églises et sur les toits des maisons. Le peuple avait vaincu l'armée dans un combat en règle, fait unique, croyons-nous, dans les annales du vingtième siècle. Le poids principal dans la lutte et le mérite de la victoire revenait aux anarchistes, initiateurs de l'armement du peuple.

On a que l'embarras du choix pour citer les témoignages d'admiration ou de stupéfaction que suscita « l'héroïsme diabolique » des gars de la

F A I. Les moins enthousiastes ne sont pas les démocrates bourgeois qui auraient été infailliblement collés au mur par les généraux fascistes, si les anarchistes n'avaient pas su *prendre* les armes que ces mêmes démocrates avaient refusé de leur donner. Tout joyeux de se sentir encore en vie, Lluis Companys, président de la Généralité de Catalogne, écrit au sujet du 19 juillet (*Vu* du 29 août 1936) :

« L'attitude des anarchistes, au cours de cette journée, a été digne d'une admiration particulière. »

Le catalaniste J. Miratvillès, dans le même organe, abonde dans le sens de son chef de file politique :

« Dès l'origine du conflit, les anarchistes sont descendus dans la rue et, suivis de petits groupes d'ouvriers, ils ont été les auteurs de la victoire. En vingt-quatre heures, l'armée espagnole était véritablement dissoute. C'est là le succès le plus foudroyant qui ait jamais été enregistré dans l'histoire d'une révolution. Et c'est le mouvement anarchiste qui a donné ce résultat. »

Mais un peu plus loin pointe l'inquiétude :

« Le mardi 21 au soir, à Barcelone, la situation était *véritablement tragique*. L'armée n'existait plus. Les organes de la Généralité s'étaient totalement confondus avec le peuple dans la lutte. »

Tragique, en effet, la situation de gouvernants sans armée, sans police, forcés de louvoyer au plus près au milieu d'un peuple où le soldat, le garde d'assaut ou le mozzo de escuada, n'était plus qu'un salopard en espadrilles et en manche de chemise, brandissant un mauser au cri de « Viva la F A I ! »...

D'autant plus « tragique » qu'il ne s'agissait point là de ces « saturnales » sans lendemain où un peuple purge en quelques heures de folie toute la rancœur d'une existence, et qui laissent intact, l'ivresse une fois passée, l'ensemble du système social existant. Pour spontanée qu'elle ait été, la riposte anarchiste au coup d'état militaire n'était pas moins préparée, organisée. Le système des comités de quartiers assurant le ravitaillement et la vigilance locale n'était autre que la « fédération des barricades » préconisée par Bakounine. Il complétait la structure syndicale et amorçait celle d'une commune insurrectionnelle complète. Les comités de quartier à Barcelone avaient pris l'initiative de nourrir les combattants, de les armer, de les pourvoir en munitions, de les contrôler, d'établir un système de transport, de garde, de relèves. Grâce à eux, l'émeute était devenue révolution permanente, la foule armée s'était articulée en milice populaire.

Il ne restait au gouvernement de la bourgeoisie démocratique d'autre solution que de reconnaître le fait accompli en lui conférant un caractère aussi officiel, aussi gouvernemental, aussi centraliste que possible — tout au moins dans la forme !

Le 21 juillet 1936, Lluis Companys procédait donc par décret à la « création » des milices qui au même instant montaient déjà la garde à la porte de son bureau. Il leur attribuait un rôle provisoire et défensif

et instituait un « Comité de liaison et de direction de milices citadines de Catalogne » destiné à régir l'activité de « Comités locaux » présidés par les commissaires de la Généralité.

Par le même décret, Enric Perez i Farras était nommé « Chef militaire des Milices Citadines de Catalogne » et Lluis Prunés i Sato, commissaire de Défense à la Généralité « avec les attributions nécessaires pour l'organisation de ces Milices ».

Le « Comité de liaison » comprenait les représentants de la Généralité « et des organisations politiques menant la lutte contre le fascisme ».

Les premières Colonnes

En fait, l'organisation milicienne suivait son propre destin. Les initiatives partaient de la base, et le *Comité de liaison* servait surtout à donner une forme légale aux mesures de force et aux réquisitions rendues nécessaires par l'état de guerre civile.

Voici la composition initiale des milices antifascistes de Catalogne : CNT-FAI, 13.000 hommes ; UGT, 2.000 ; POUM, 3.000 ; Police et Généralité, 2.000.

Comme on le voit, les organisations ouvrières, qui recrutaient, contrôlaient, armaient et finançaient leur propre force armée, représentaient l'écrasante majorité.

La FAI fut la première à réquisitionner l'ensemble des moyens de transport, dont l'usage fut réservé aux syndicats, aux comités de quartier et aux organisations miliciennes ; de fil en aiguille, les questions de logement, de circulation, d'approvisionnement, de contrôle public, au fur et à mesure qu'elles se trouvèrent posées par la situation révolutionnaire, furent réglées par le Comité des Milices, les Comités locaux et par les organismes spécialisés dont l'autorité émanaient de la force armée populaire.

Tout partait de la milice pour y aboutir. Et les anarchistes étaient à la fois l'élite et la masse de cette milice.

C'est de la FAI que partit l'initiative d'une marche en armes vers Saragosse. Les organisateurs de cette première colonne furent Buenaventura Durruti, représentant la CNT, avec Perez i Farras comme adjoint et technicien militaire. Elle prit contact avec les fascistes de Guadalaraja le 22 juillet, c'est-à-dire le lendemain même du jour où Companys prononçait par décret la « création » des milices. Le 23 juillet, la CNT proclame la reprise du travail dans toute la Catalogne. De nouvelles colonnes de miliciens rejoignent Durruti. Après un dur combat, Guadalajara tombe aux mains des forces populaires.

Le 25, les villes d'Albacète et de Caspé (Aragon) sont prises d'assaut. A Caspé, on ne retrouve plus que misère et ruine. Plus de 150 antifascistes ont été fusillés. Les factieux protègent leur retraite en plaçant entre eux et les miliciens un cordon de femmes et d'enfants liés les uns aux autres. A l'arrière, de nombreux magasins et entreprises restent fer-

més par suite du lock-out patronal ou du départ des propriétaires. La CNT donne vingt-quatre heures aux entrepreneurs pour rouvrir, faute de quoi, le personnel salarié prendra l'entreprise en charge.

Cet ultimatum fut le signal de plusieurs tentatives pour éliminer la milice et rétablir la police et l'armée dans leurs droits et prérogatives.

Le gouvernement de Madrid prétendit imposer à l'ensemble du pays une sorte d'amalgame politico-militaire dans lequel les miliciens auraient formés des bataillons volontaires, dans le cadre des régiments réguliers restés fidèles à la légalité. On promettait aux miliciens militarisés une solde, un bel uniforme et un tour de faveur pour entrer dans les Gardes d'Assaut ou les autres corps de police permanente. Personne ne se laissa tenter.

Ces combinaisons devaient revenir comme un leit-motiv dans la politique gouvernementale, bourgeoise et stalinienne, à chaque tournant de la guerre civile. Il s'agissait d'abord d'envoyer au front tous les gêneurs et de rétablir la « normalité » à l'arrière. Puis, on imposerait aux combattants du front, par une propagande habilement dosée, l'acceptation de la discipline et de la hiérarchie militaire.

Pour exercer ce chantage moral, tous les moyens étaient bons : ainsi les insinuations socialistes suivant lesquelles les milices anarchistes se livraient au pillage au lieu de combattre, affirmation reprise dans le *Popu* par Herrmann et rabâchée dans l'*Humanité*.

A en croire les communistes, eux seuls étaient au travail et au front en Espagne, dirigeant tout, gagnant les batailles et réprimant les désordres. Quant aux anarchistes, voici ce que le chef communiste Juan Hernandez disait d'eux au cours d'un interview à la presse :

« Les anarchistes préfèrent l'arrière à la ligne de feu. Il ne faut pas y attacher d'importance. Leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple espagnol et tous les organismes officiels se dresseront contre eux. »

Ce qui amenait les observateurs impartiaux à rectifier (sans grand succès d'ailleurs, la renommée des communistes comme « meneurs de révolution » étant intangible dans tous les pays — sauf en Espagne).

Dans *Intervention*, J. Daniel Martinet écrit :

« ...quel étonnement pour celui qui revient de là-bas et qui voit les journaux du Front Populaire français présentant le PSUC (adhérant à la IIIe Internationale) comme le Parti dirigeant de la Révolution !

« Il suffit d'avoir passé une journée à Barcelone, pour constater le rôle dirigeant incontestable de la FAI et de la CNT anarcho-syndicalistes.

« Je me demande où un rédacteur du *Popu*, comme J. M. Herrmann, va chercher ses renseignements. L'esprit de parti lui fait perdre tout sens critique lorsqu'il considère la CNT comme le syndicat du « lumpen-prolétariat » — alors que j'ai pu constater à maintes reprises quel ordre et quelle discipline la FAI et la CNT font régner dans toute la Catalogne. »

De son côté, *l'Information* publie de son envoyé spécial :

« Il ne faut pas perdre de vue que ces deux organisations montrent un tact gouvernemental (sic) inespéré et que leurs dirigeants se rendent parfaitement compte de la responsabilité civique qui leur incombe. Au front de combat comme en ville, la C N T et la F A I veillent à tout, et le public barcelonais se rend déjà compte qu'elles ne s'en tirent pas mal.

« Contrairement à ce qui a été dit dans certains journaux français d'extrême-gauche, les éléments de la C N T et de la F A I sont non seulement les plus nombreux au front d'Aragon, mais ils sont placés quasi exclusivement à l'avant-garde et ont l'initiative des attaques. Parfaitement informé à ce sujet, je puis en donner l'assurance la plus complète.

« Je tiens aussi à signaler que ces éléments ont déjà protesté en diverses occasions au sujet des prétendues victoires attribuées à des socialistes ou communistes. Et des rectifications ont été publiées dans ce sens. »

Nous croyons inutile d'insister. Le front d'Aragon, gardé par les anarchistes, n'a jamais subi de reculs. Les méthodes de lutte de la colonne Durrutti et des autres colonnes C N T-F A I se trouvent par là garanties quant à leur efficacité pratique. Et cela d'autant plus que le plateau aragonais ne présente aucun des avantages naturels qui ont pu faciliter sur d'autres fronts l'action des détachements irréguliers (forêts, montagnes, terrains rocailleux et semés d'accidents, maquis, fortifications naturelles, etc...). Certes, de lourdes erreurs ont pu être commises ; mais elles ne font que confirmer la valeur générale de l'expérience : la moitié de l'Aragon a été reconquis face à l'armée fasciste et par des méthodes « non-militaires ».

Armée ou Milice ?

L'armement du peuple avait pour limites, bien moins le monopole d'un gouvernement ou d'un parti que le manque pur et simple de matériel.

Ceci était particulièrement vrai de la Catalogne où beaucoup de miliciens n'avaient que des revolvers, des fusils de chasse ou même... des bâtons. Il était impossible de mettre en ligne d'un côté comme de l'autre plus de 60.000 à 100.000 hommes, dans toute l'Espagne, compte tenu des forces indispensables à l'arrière et sur les côtes.

L'armée régulière comprenait plus de 500 généraux en réserve et en activité, 15.000 officiers, 35.000 gardes civils. Tous ces éléments étaient factieux, ou suspects de sympathie pour leurs collègues factieux. Quant aux 100.000 hommes de troupes, recrutés parmi les éléments les plus arriérés de la campagne (l'insoumission est de règle parmi les éléments populaires avancés), ils se trouvaient pour les trois quarts encadrés par les factieux et dans l'impossibilité de leur échapper sans courir de graves dangers...

Du côté gouvernemental, les cadres manquaient et les effectifs étaient réduits par l'intégration de certains éléments aux milices. Les efforts du cabinet Giralt pour reconstituer une force militaire indépendante furent suivis avec une particulière attention par l'Etat-major russe. C'est donc dans le journal moscovite *Krasnaïa Zvierda* que nous puiserons nos renseignements au sujet des résultats obtenus.

Il constate que le 18 août, les effectifs gouvernementaux se limitaient à trois divisions d'infanterie, savoir : la première division (Madrid), la troisième (Valence) et la quatrième (Barcelone), à quoi s'ajoutait la première brigade de montagne, casernée dans la région pyrénéenne de la Catalogne.

D'après les informations soviétiques, il restait le 18 août de l'armée espagnole loyale : 30 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 1 régiment de chars, 1 régiment d'artillerie à cheval, 1 groupe d'artillerie anti-aérienne, 12 batteries de campagne, 3 bataillons de génie, le régiment des chemins de fer et diverses petites unités.

Si l'on veut bien se donner la peine de comparer ces forces à celles de l'armée fasciste rebelle, on se convaincra sans peine du fait suivant : les milices ouvrières ont joué dans la guerre civile un rôle absolument déterminant, en ce qui concerne l'action guerrière antifasciste. Elles ont porté tout le poids des opérations. *Elles auraient pu imposer leur caractère propre à la nature même des opérations.* La logique exigeait que les corps militaires loyaux soient *fondus dans la milice,* et non pas la milice *intégrée dans l'armée.*

C'est pourtant ce qu'ont méconnu les « autorités » madrilènes et barcelonaises, en procédant à des *tentatives de mobilisation,* qui devraient faire pencher la balance dans le sens de l'indifférence politique et entraîner la militarisation des milices.

La première eut lieu fin août et porta sur les classes 33, 34 et 35, qui se trouvaient de la sorte rappelées sous les drapeaux. En Catalogne, cette tentative de mobilisation échoua.

L'*Espagne Antifasciste* publia l'article suivant :

« Lors de la tentative de mobilisation militaire du gouvernement madrilène et de la Généralité, les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33-34-35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices — d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée réunissant 10.000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant : « *Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple ; seules les*

milices populaires protègent les libertés publiques : Miliciens, oui ! Mais soldats, jamais ! »

« La C. N. T. a pris leur cause en mains auprès de Madrid et de la Généralité catalane. Les déclarations des dites recrues se traduisirent d'ailleurs aussitôt en actes : des milliers vinrent spontanément se faire inscrire aux milices. Et la mobilisation sans distinction de classe ou de volonté révolutionnaire fut abandonnée en ce qui concerne la lutte « contre les factieux ».

« D'ailleurs, que Madrid et Barcelone se détrompent : Il ne s'agit pas de la simple répression d'un mouvement « factieux ». Nous sommes en face d'un phénomène social dont la tentative fasciste n'a fait que précipiter l'apparition. Tous ceux qui voudront s'opposer à lui seront balayés. Au contraire, si les sphères dirigeantes en comprennent la puissance et lui laissent le champ libre, ils éviteront des maux irréparables.

« La C. N T. a dit à ces jeunes recrues : « Puisqu'il ne s'agit pas de vous dérober à l'accomplissement d'un devoir, nous soutiendrons votre droit : Vous combattrez comme miliciens, non comme soldats. »

« Solution à laquelle les soldats applaudirent.

« Nous voulons penser que les gouvernements espagnols ne leur refuseront pas ce droit — il le faut. Ils doivent savoir qu'une armée qui combat sous la contrainte, aboutit finalement à la déroute, témoin les armées de Napoléon, qui n'évitèrent ni Waterloo, ni la chute de l'empire. Les armées de volontaires ont derrière elles toute une épopée, telle celle des combattants de la Révolution française.

« La C. N. T. sait qu'en appelant les miliciens aux armes, aucun ne se dérobera, car la désertion dans la lutte serait trahison. »

En même temps qu'elles combattaient la mobilisation, la C N T et la F A I faisaient des efforts gigantesques pour assurer l'armement, l'équipement, l'instruction, le ravitaillement et la direction de nouvelles colonnes de miliciens. Piquées d'émulation, les organisations socialistes, communistes et républicaines rivalisaient dans le recrutement des combattants, et contribuaient ainsi à assurer la permanence du système milicien.

Les rues étaient pleines d'affiches, de banderoles et d'insignes, vers la fin du mois d'août, et les bureaux d'enrôlement improvisés fonctionnaient à plein rendement. Qu'allait-on faire de ces masses de recrues fraîches, au moment où le fascisme et l'antifascisme formaient des ilôts, des zones neutres, des entrelacements inextricables de forces, sans aucun front constitué ? Des masses compactes pour les opposer aux Maures et aux Requétés rassemblés en toute hâte par Franco ? Ou bien des combattants à la manière révolutionnaire, des propagandistes du fait insurrectionnel, des guérilleros, des francs-tireurs ?

Les experts militaires étaient partagés. Mais, chose étrange, les politiciens civils penchaient tous pour l'armée de masse, craignant proba-

blement de paraître insuffisamment imbus de l'esprit guerrier et trop peu conscients des « nécessités de l'heure » !

L'*Espagne Antifasciste,* exprimant le point de vue des « anti-militaristes » de la base, écrivait dans son numéro 4 :

« Il apparaît de plus en plus nécessaire de se demander si le militarisme des généraux factieux parviendra à imposer ses propres formes de lutte aux révolutionnaires espagnols, ou si, inversement, nos camarades parviendront à désagréger le militarisme en lui opposant des méthodes d'action aboutissant à la liquidation du front militaire, et à l'extension à toute l'Espagne de la révolution sociale.

« Les éléments de succès dont disposent les fascistes, sont les suivants : abondance du matériel, rigidité draconienne de la discipline, organisation militaire complète, et terreur exercée sur la population avec l'aide des formations policières du fascisme. Ces éléments de succès se trouvent valorisés par la tactique de la guerre de position, de front continu, avec transport de forces massives vers les points où l'on veut obtenir la décision.

« Du côté populaire, les éléments de succès sont d'ordre absolument contraire : abondance d'hommes, initiative et agressivité passionnée des individus et des groupes, sympathie active de l'ensemble des masses travailleuses de tout le pays, arme économique de la grève et du sabotage dans les régions occupées par les fascistes. La pleine utilisation de ces forces morales et physiques, en elles-mêmes bien supérieures à celles dont dispose l'adversaire, ne peut se réaliser que par une lutte généralisée de coups de mains, d'embuscades et de guerilla s'étendant à l'ensemble du pays.

« La volonté bien arrêtée de certains éléments politiques du Front Populaire espagnol est de combattre le militarisme en lui opposant une technique militaire de même ordre, en lui faisant une guerre « en règle » à grands coups de corps d'armée et de concentration de matériel, en décrétant la *mobilisation obligatoire,* en appliquant un *plan stratégique* sous *un commandement unique,* bref, en copiant plus ou moins parfaitement le fascisme. Ici-même, nous avons publié l'opinion de camarades qui se sont laissés influencer par le bolchévisme au point de revendiquer la création d'une « Armée Rouge ».

« Cette attitude nous paraît dangereuse à plus d'un point de vue. Il ne faut pas oublier que l'Armée Rouge des bolchévicks est une création du temps de paix, la victoire sur la réaction intérieure et extérieure ayant été avant tout l'œuvre des groupes de « Partisans », avec des méthodes de lutte analogues à celles de la guerilla espagnole. A l'heure actuelle, le problème essentiel n'est pas de transformer la Milice, ensemble de partisans aptes à la guérilla, en une Armée régulière présentant les

caractéristiques d'une armée de métier. Le problème est bien plutôt d'élever la technicité propre des formations miliciennes en s'inspirant des conceptions tactiques du Groupe de Combat et de l'Ecole de Section, en vigueur dans les principales armées européennes — et en dotant les Groupes de Combat du matériel approprié (arme automatique, grenade à main et à fusil, etc...). Agir autrement, ce serait attendre la décision d'une bataille napoléonienne, dont tous les instruments sont encore à créer, en ce qui concerne le camp antifasciste espagnol. Ce serait remettre cette décision aux calendes grecques, éterniser la position actuelle, et dans ce cas remettre au hasard une victoire qui *d'avance* serait nôtre, *si nous savions utiliser pleinement nos armes propres.*

« Tout porte à croire que la décision dans la lutte qui se poursuit aux quatre coins de l'Espagne, sera d'ordre moral et non pas d'ordre stratégique.

« Prenons garde aux manœuvres intéressées des temporisateurs et des faiseurs de compromis, qui guettent le moment de trahir le peuple en se réconciliant avec la section fasciste de la bourgeoisie, *dans le seul but d'anéantir et d'étouffer à jamais l'élan révolutionnaire du prolétariat.* »

Le même journal, dans le même numéro s'applaudissait de l'allure anarchiste des colonnes de la F A I et de la raisonnance profonde que leur épopée en espadrilles et en bleu de chauffe éveillait dans le cœur des masses :

« Journellement, de nouvelles levées populaires se produisent à Barcelone. Les contingents, après quelques jours de sommaire préparation, reçoivent leur équipement et font leurs adieux à la capitale par un défilé dans la rue. Au cours de cette marche des volontaires, les honneurs sont rendus au siège de toutes les organisations adhérentes au Comité des Milices Antifascistes, et des clameurs s'échangent entre les camarades qui vont partir et ceux massés aux fenêtres et aux balcons.

« Chaque colonne a sa physionomie particulière, plus distincte encore que les emblèmes qu'elle porte. Les détachements communistes et socialistes se distinguent par une certaine raideur militaire, la présence de pelotons de cavalerie et d'armes spéciales, une formation plus massive, le pas cadencé, les poings levés. Les forces du P. S. U. C., celles de la Police et des Catalanistes sont remarquées pour la beauté et la richesse des équipements. Les camarades de la F. A. I. et de la C. N. T., eux, défilent sans chœurs parlés et sans orchestre, mais lorsqu'ils passent pour se rendre vers de nouveaux combats, eux que la légende populaire a surnommé « los Aguiluchos » (les Aiglons), c'est toute une « Symphonie héroïque » qui s'improvise par la profonde communion des volontaires et de la foule.

« Les voici, en trois files écartées, clairsemées, irrégulières, agitées homme par homme, entrecoupées de brusques remous, d'une longueur in-

terminable. En tête, sur une seule ligne, l'Etat-Major en cotte bleue d'ouvriers. Il se compose de militants syndicalistes connus : à la C. N. T. chaque organisateur ou propagandiste se double d'un guérillero, d'un homme d'action et d'un combattant. A Barcelone même, les hommes qui le jour contrôlent l'économie du pays et s'asseyent dans les fauteuils désertés par les banquiers, prennent le soir le pistolet ou le fusil de milicien pour procéder de leurs propres mains à la liquidation des éléments fascistes, dont les repaires sont encore nombreux en territoire catalan. Aucune barrière ne sépare donc, dans les rangs anarchistes, les manieurs de mitrailleuses et de machines à écrire, ceux de l'arrière et ceux du front. Pas de « chefs » professionnels, mais des entraîneurs d'hommes ayant payé et payant chaque jour de leur personne. Pas de spécialisation bureaucratique, mais des militants complets, révolutionnaires de la tête aux pieds.

« A travers les larges avenues, les trois minces torrents humains charrient avec eux toute une foule. Auprès du milicien en calot noir et rouge, l'arme à la bretelle, marche un ami, un enfant, une mère, une compagne, une sœur, parfois toute une famille de parents, et d'amis. Des saluts s'échangent, des noms jaillissent, des mains se serrent, des copains d'atelier échangent une embrassade fraternelle, et c'est tout un peuple qui envahit la colonne, en comble les intervalles, et l'emporte dans la chaleur de son cœur ardent.

« Sur le chemin de la file du milieu, une vieille en cheveux gris s'est postée ; et chaque homme qui passe, chacun sans distinction, recevra en passant l'adieu maternel de cette femme. Des centaines et des centaines d'hommes emportent ainsi l'étreinte énergique et brève, l'étreinte maladroite et passionnée, l'étreinte suprême d'une maman inconnue, qui reconnaît tous les gars de la F. A. I. pour ses enfants, s'accroche un instant à leur bras, répétant un millier de fois la déchirante seconde du départ. Alors un cri s'envole de cette foule, claquant au vent comme des ailes de mouettes : « Viva la F. A. I. ! Viva la Anarquia ! »

« Et celui qui entend ce cri comprend alors que l'U. G. T., la C. N. T., le P. S. U. C., tous les noms de partis et de groupes, ne sont que des choses, des mots d'ordre, des initiales, mais que la F. A. I. (« la Faille » comme on prononce ici), *est une femme :* fiancée, compagne, sœur, fille et mère idéale de tous ceux dont le cœur bat d'amour pour la liberté. »

...« Logique des sentiments ! » dira-t-on. Mais cette logique n'est-elle celle des révolutions ?...

Car s'il en était autrement, on ne pourrait expliquer la place énorme prise dans la propagande de tous les groupements en faveur du prétendu « commandement unique ».

Le Commandement Unique

Techniquement parlant, un tel commandement ne signifie rien dans une Espagne antifasciste divisée en deux ou trois tronçons, et où les moyens de transports massifs, les réserves, les voies stratégiques et le plus souvent même les liaisons les plus élémentaires étaient et demeurent inexistantes.

La revendication du « commandement unique » en Espagne est une exigence du moral, non de la stratégie militaire. Elle correspond à la crainte de l'isolement, à la conscience des profondes divergences d'intérêts et de vue politique entre les secteurs antifascistes, et à ce courant compensateur « d'unité à tout prix » qui résulte de la concurrence même des colonnes se disputant (et pas toujours très pacifiquement) les vivres, les munitions et les armes.

Evidemment, un comité d'arbitrage, de coordination et de direction générale était nécessaire pour répartir équitablement le matériel, les tâches et les objectifs, sur la base d'un plan établi en commun. Mais la psychose d'unité exigeait davantage ; elle avait besoin d'être calmée par le choix d'un chef unique, nommément responsable de tout l'ensemble des opérations de guerre. Elle voulait un pouvoir unique et fort, que la C N T concevait *syndical* et appelait « Comité National de Défense » — certains « marxistes » et les républicains proclamaient la nécessité de donner pleins pouvoirs au cabinet *politique* de Madrid.

Cette psychose fut-elle un élément favorable ou défavorable dans la lutte ? Toujours est-il qu'elle fut sinon la cause, du moins *le résultat* des défaites terribles essuyées en Estramadoure, en Guipozcoa, en Andalousie et aux Baléares, défaites dues pour la plupart à la trahison des chefs militaires et des éléments socialement conservateurs, ainsi qu'un manque d'armement et de munitions suffisantes pour les opérations entreprises.

A chaque désastre, l'obsession de la discipline, de l'union sacrée, la volonté de cacher les trahisons, les fautes et les défaites elles-mêmes (aucune « carte des opérations » ne disait la vérité), se manifestaient avec une intensité redoublée.

On en vint à interdire les journaux étrangers, même amis. La censure retardait interminablement les lettres. Le bourrage de crânes débordait dans la presse (rédigée souvent par des professionnels sans courage ni idéologie, après le départ des militants au front). Le conformisme guerrier, qui coulait à pleins bords, rendait identiquement illisibles tous les journaux y compris ceux de la C N T-F A I (à l'exception de quelques petites feuilles locales ou journaux du front).

Au milieu de cette orgie de littérature « poilu », l'annonce de la prochaine mobilisation des classes de la première réserve, succéda à la dissolution du *Comité central des Milices Antifascistes* (selon le nom qui avait prévalu) et à celle du *Comité Economique* à base syndicale qui s'était organisé en Catalogne comme organe de socialisation.

Entre-temps, la proposition C N Tiste d'un Comité National de Défense avait été repoussée en faveur d'une comédie parlementaire et gouvernementale qui amena au pouvoir le principal avocat du « Gouvernement fort », Largo Caballero, l'ancien ministre de Primo de Rivera, le soi-disant « Lénine espagnol ».

On trouvera dans l'article ci-dessous, rédigé pour l'*Espagne Antifasciste* et non inséré, quelques arguments personnels contre le *néo-militarisme* développé dans le camp antifasciste autour du mot d'ordre « commandement unique » :

« *A propos de commandement unique.*

« Le mot d'ordre du commandement unique lancé par la C N T a certainement sa raison d'être dans la nécessité d'une action coordonnée entre toutes les forces du front et de l'arrière, pour la victoire sur le fascisme.

« Cependant, il ne sert à rien de se dissimuler les inconvénients que présente ce mot d'ordre, au point de vue de son application aux opérations militaires et à la mobilisation économique.

« Les forces anti-fascistes en Espagne sont coupées en deux ou trois tronçons qui, géographiquement parlant, sont sans contacts les uns avec les autres. Ceci est une première difficulté technique à la conduite unifiée de la guerre.

« Une deuxième difficulté réside dans le fait que, politiquement et par leurs traditions régionales, les éléments rassemblés dans le front antifasciste sont extrêmement jaloux de leur particularisme, et n'accepteraient pas d'un bon gré le « joug centraliste » d'une autorité extérieure. Les provinces Basques, la Catalogne, l'Andalousie, etc... sont autant d'unités géographiques et ethnographiques, dont la solidarité a pour condition préalable la satisfaction du sentiment autonomiste.

Sans doute, le gouvernement de Madrid exerce une autorité reconnue par les diverses provinces, et par les divers secteurs politiques, des nationalistes basques jusqu'aux anarchistes, mais cette autorité n'est un facteur de puissance combattive, ni pour les provinces, ni pour la capitale elle-même, ainsi que l'ont constaté de nombreux observateurs.

« La tutelle imposée à la Catalogne par le gouvernement central a été une cause de mécontentement tel, qu'on pouvait aisément admettre le bien-fondé d'une remarque courante, il y a un mois ou deux : « la pire sottise pour Franco serait de prendre Madrid, car cela libèrerait les énergies de toute l'Espagne ».

« Madrid n'a pas été pris, mais il a été évacué par le gouvernement central, après que celui-ci eut reconnu le statut catalan et l'autonomie des provinces basques. Le résultat ne se fit pas attendre : le peuple basque, dans un effort de redressement magnifique, passa à l'offensive alors qu'il semblait prêt à capituler. Les catalans, de leur côté, galvanisés par les menaces toutes particulières que Franco leur adressait, se lancèrent en masse à la défense de leurs frères madrilènes, et manifestèrent pour la défense de la capitale castillane un acharnement sans égal.

« Il suffit de comparer l'état d'esprit qui règne à Valence et à Madrid, respectivement avant et après le transport du gouvernement central, pour se persuader de l'atmosphère contre-révolutionnaire qu'entraîne avec soi la bureaucratie gouvernementale, ce stupéfiant de l'initiative et de l'enthousiasme populaire.

« Pour qu'un maximum d'activité et de solidarité dans l'action directe soit apporté par les divers secteurs géographiques et sociaux du front antifasciste, il semble indiqué de n'en décharger aucun de ses responsabilités entre les mains d'un pouvoir central. La coordination doit s'établir suivant le principe fédéraliste de la Table Ronde, par l'organe d'un Comité de Défense Pan-Ibérique. Mais aucune province, aucun parti, aucun homme ne peut à l'heure actuelle jouir de prérogatives centralistes échappant au contrôle de la base.

« Nous avons vu que le « commandement unique » au point de vue militaire présentait des inconvénients et des impossibilités pratiques. Ces inconvénients et ces impossibilités ont été reconnues par Trotsky lui-même en ce qui concerne la guerre civile russe de 1918-1920. Dans son livre *La Naissance de l'Armée Rouge,* Trotsky admet que la situation, le caractère réactionnaire des Etats-majors, la nature même de la lutte, militaient en faveur de la guerre de partisans, de la guerilla révolutionnaire. Cette « réaction inévitable et saine à son origine » contre l'armée centralisée, la bureaucratie, l'obéissance passive, etc... était à ses yeux « dangereuse surtout au point de vue politique » en ce sens qu'elle favorisait « le fédéralisme réactionnaire (sic) des S. R. de gauche et des anarchistes ».

« C'est contre ces éléments, et pour mettre fin à leur influence sur la classe paysanne que fut organisée l'Armée Rouge centralisée et monopolisée des bolchévicks russes : les nécessités militaires n'étaient guère qu'un prétexte, étant donné que la constitution de l'Armée Rouge comme force régulière et permanente coincida précisément avec la fin de la guerre civile. Tant que celle-ci dura, les corps de partisans existèrent et en supportèrent le poids principal.

« Dans une situation de guerre, toutes les fonctions sociales sont subordonnées aux fonctions de combat. C'est dire que la constitution d'une milice ouvrière met l'ensemble des fonctions sociales sous le contrôle des travailleurs. Au contraire, la reconstitution de l'armée régulière place inévitablement l'ensemble des fonctions sociales sous le contrôle des chefs professionnels de l'Armée — lesquels, par définition, appartiennent à la bourgeoisie. »

« Attendons-nous à voir, chaque fois que les militaires gouvernementaux auront essuyé un échec quelconque, se renouveler le même chantage moral des « autoritaires » contre les anarchistes, à qui on demandera de renoncer à leurs armes, à leurs milices et à leurs méthodes de lutte en faveur des formations « régulières » de la bourgeoisie !

« Mais le peuple travailleur commettrait un véritable suicide s'il abandonnait le pas gagné : si les syndicats se mettaient à travailler pour l'Etat et non pas directement et exclusivement pour les milices. »

La Mobilisation et la Fuite à Valence

L'œuvre de Largo Caballero comme chef du « gouvernement fort » qui devait « faire la guerre » fut entourée de l'union sacrée de presque toutes les forces antifascistes, union sacrée qui devait aller jusqu'à l'entrée des représentants de la F A I et de la C N T dans les conseils du gouvernement.

Au point de vue international, elle coïncida avec l'abandon par l'U R S S de sa politique de neutralité et avec des fournitures d'armes assez abondantes en direction de Madrid.

Il en résultait que la création d'une armée populaire unique, techniquement parlant, se présentait sous des meilleurs auspices que dans la période précédente, caractérisée par une disette absolue en matériel de guerre.

L'expérience ne rencontra pas d'autres obstacles que la méfiance des révolutionnaires du front envers les anciens cadres de l'armée bourgeoise, et en face des chefs militaires russes, les uns et les autres ayant une fâcheuse tendance à considérer les hommes comme du bétail et la guerre comme un exercice de technique militaire ou un banc d'essai pour le matériel des diverses puissances européennes.

Le 24 octobre, fut promulgué par la Généralité de Catalogne un décret portant sur la mobilisation des classes 1935 à 1932. Un autre décret du même jour portait sur la militarisation des milices antifascistes et du personnel des services sanitaires, des industries de guerre et des services de la défense nationale à l'arrière. Un code militaire nouveau devait être rédigé ; en attendant, le code militaire et les règlements de l'armée régulière entraient en application dans l'ensemble du territoire catalan et aragonais.

Le 27 octobre, *Frente Libertario* (organe des milices C N T-F A I du secteur de Madrid) faisait entendre un langage violemment critique, sous le titre : *Milices ou armée nationale ? Pour nous : milices populaires !*

Il y était dit :

« Dans les hautes sphères de la politique, on est en train de travailler afin de transformer les milices populaires en une Armée nationale.

« Nous ne pouvons passer sous silence ce travail qu'accomplissent dans notre dos nos dirigeants du Gouvernement.

« Nous pouvons contrôler le travail du Gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit des problèmes concernant la guerre, car ils sont maintenant d'une importance capitale.

« Transformer les milices en une armée, c'est désirer que les Espagnols retournent au passé. C'est désirer que le peuple espagnol manque de personnalité propre. Il ne peut accepter cette transformation. Ce serait annuler tout le travail de réforme et jeter à terre tout ce qui a été conquis.

« De quel droit le Gouvernement actuel se permet-il de forger de nouvelles chaînes au prolétariat après la destruction de ce qui gênait ce

même prolétariat pour la conquête de ses aspirations ? De quel droit se permet-il de ramener ce qui a été si mauvais pour le peuple espagnol ? Pour nous, les militaires font partie intégrante du fascisme. L'armée est l'instrument caractéristique de l'autoritarisme. Supprimer l'armée, c'est supprimer la possibilité d'oppression qu'offre cette même armée vis-à-vis du peuple.

« Nous sommes respectueux des militaires qui mettent leurs connaissances au service de la République. Nous considérons que ces militaires peuvent rendre de grands services en qualité de techniciens en temps de paix, et de nous être d'un concours utile dans la bataille actuelle.

« Mais nous proclamons le plus haut possible, et malgré tout, que nous sommes antimilitaristes.

« Nous ne voulons pas d'une Armée Nationale. Nous ne voulons pas que les Milices Populaires, qui sont l'incarnation de la volonté du peuple, disparaissent : *elles seules peuvent défendre la liberté du peuple espagnol.*

« Comme nous le faisions avant cette guerre sociale, nous continuons à crier : « *A BAS LES CHAINES !* ». L'Armée est le symbole de la tyrannie. Abattons l'Armée ! »

D'autres manifestes du même genre, quoique plus modérés de ton, furent émis par la Section Italienne de la colonne Ascaso, par la colonne de Fer, etc... (voir « Documents », pages 26 à 31).

Mis dans l'alternative de se soumettre à la nouvelle loi ou de laisser le fusil en quittant les milices, les combattants considéraient les deux choses comme également nocives à la révolution qu'ils entendaient défendre et, malgré les ordres des organisations, la plupart tranchèrent la question en ne faisant ni l'un ni l'autre. Mais le moral en souffrit beaucoup. Ce fut la force de la colonne Durruti de se tenir dans l'ignorance de la nouvelle loi tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté, et qui la mettaient à l'abri du reproche d'indiscipline. Ici se manifestait le réalisme personnel de Durruti, son ascendant moral sur sa colonne et sur le pays, et une sorte de matoiserie paysanne dont on trouvera l'expression obstinée et rusée dans l'interview que voici :

« — Est-il vrai que l'on va rétablir dans les milices les règlements et la hiérarchie de l'ancienne armée ?

« — Non ! Ce n'est pas ainsi que la chose se présente. On a mobilisé quelques classes et on a institué le commandement unique. La discipline suffisante pour un combat de rue est naturellement insuffisante pour une longue et dure campagne, face à une armée équipée de façon moderne. Il a fallu y remédier.

« — En quoi consiste ce renforcement de la discipline ?

« — Nous avions jusqu'à ces derniers temps un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs — ils variaient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires, son arsenal, son train

des équipages, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants, et bien souvent aussi sa manière particulière de comprendre la guerre. Cela ne pouvait plus durer. On a apporté quelques améliorations et il en faudra encore d'autres.

« — Mais les grades, les saluts, les punitions, les récompenses ?...

« — Nous n'en aurons pas besoin. Ici, nous sommes des anarchistes.

« — L'ancien Code de Justice Militaire n'est-il pas remis en vigueur par un récent décret de Madrid ?

« — Oui, et cette décision du Gouvernement a produit un effet déplorable. Il y a là un manque absolu de sens de la réalité.

« *Il existe un contraste absolu entre cet esprit-là et celui des milices.* Nous sommes très conciliants, mais *nous savons que l'une de ces mentalités doit disparaître devant l'autre.*

« — Ne penses-tu pas que si la guerre durait longtemps, le militarisme se stabiliserait et mettrait en danger la révolution ?

« — Eh bien ! C'est justement pourquoi il nous faut gagner la guerre au plus tôt !

« Sur cette réplique, le camarade Durruti nous sourit, et nous prenons congé de lui par une vigoureuse poignée de main. »

Quant à la C N T dans son ensemble, elle adopta les principes suivants ; portés à la connaissance de tous les syndiqués :

« Vue la série d'incidents motivés par l'incorporation des classes appelées par le gouvernement, ce Comité a le devoir de faire connaître publiquement les accords adoptés par l'organisation nationale, et en même temps il envoie les instructions à tous ses organismes afin qu'elles soient appliquées intégralement.

« Au dernier Plénum national C N T, convoqué à Madrid, on fut d'accord à l'unanimité d'accepter la mobilisation obligatoire des classes correspondantes jusqu'à l'année 32 : mobilisation ordonnée par le gouvernement. La raison d'une telle mesure est que nous considérons comme très juste que personne ne puisse se soustraire au devoir de verser son sang pour obtenir la victoire dans la lutte à mort que nous menons contre le fascisme. Nous ne voulons pas qu'il y ait des embusqués et pour cette raison nous acceptons l'ordre de mobilisation.

« Comme il serait très puéril de livrer nos forces au contrôle absolu du gouvernement, car c'est à la C N T qu'incombe le travail de contrôle des effectifs sur le front de la lutte, le plénum national a décidé que tous ceux qui sont compris dans ces classes et qui appartiennent à nos organisations syndicales, se présentent immédiatement dans les quartiers de la C N T ou, à défaut, dans les Comités des syndicats ou dans les Comités de défense, lesquels prendront note de leur affiliation, indiquant leur âge, leur office, la classe à laquelle ils appartiennent, le domicile et le village où ils habitent, ainsi que tous les renseignements nécessaires.

« Cette relation sera envoyée au Comité régional de Défense, Nicolas Salméron, 10 (Comité Régional). Ce Comité émettra des cartes de

miliciens qui seront remises et réparties entre les compagnons inscrits, qui, bien entendu, restent, à partir de ce moment, à la disposition du Comité Régional, et celui-ci les fera entrer dans la colonne ou sur le front indiqué.

« La mobilisation est donc nécessaire et la C N T use du droit de contrôler ses milices.

« Que personne ne cherche à éluder cette responsabilité, car nous sommes dans des moments où nous pouvons procéder avec énergie contre ceux qui agiraient contrairement aux dispositions accordées par l'organisation.

« Espérant que chacun accomplira à la lettre ces instructions et en désirant la foi dans le triomphe, nous restons à vous et à la Révolution sociale en marche. *Le Comité Régional.* »

Comme on le voit, l'attitude des anarcho-syndicalistes était comme celle de Durruti, souple et prudente : donner satisfaction au gouvernement même au dépens des « principes », mais garder en main autant que possible les conquêtes pratiques de juillet.

Un coup sensible fut porté au prestige du gouvernement et ce fut lui-même qui le porta en se retirant à Valence loin des dangers de la capitale. Cette espèce d'abdication, après les proclamations épiques dont Caballero avait été prodigue, eut permis aux anarchistes, s'ils l'avaient voulu, de briser définitivement le joug centraliste et gouvernemental en proclamant la *Commune de Madrid*, en réalisant la proposition C N Tiste de Conseil National de Défense, et en instituant la Fédération des Peuples Ibériques à la place de l'ancien Etat espagnol.

Il est difficile de dire si cette audace eut été sage. Elle aurait certainement rencontré l'hostilité directe de la Russie et des éléments contrôlés par elle. D'autre part elle aurait rencontré un sérieux appui dans les masses travailleuses et chez les combattants du front. Nous n'en voulons pour preuve que les proclamations suivantes placardées par les miliciens et saluées par l'enthousiasme populaire, l'une à Madrid, l'autre à Valence. Voici celle des Madrilènes :

« La tombe du fascisme, c'est Madrid : ce Madrid vide de ministres, de commissaires et d'autres « touristes » qui, chargés de « commissions » urgentes, ont quitté la capitale précipitamment devant le danger.

» Nous, peuple de Madrid, nous n'avons pas besoin de tous ces « touristes » qui sont partis pour le Levant et pour la Catalogne.

» Ils sont partis pour ne pas revenir, mais s'ils revenaient...

» Madrid, délivré des ministres et des commissaires, sera la tombe du Fascisme.

» En avant, miliciens !

» Vive Madrid sans Gouvernement !

» Vive la Révolution Sociale ! »

Quant à celle de Valence, elle est plus dure et plus laconique encore :

« C. N. T. — A. I. T. — F. A. I.

» Valenciens !

» Pour les femmes, les enfants et les vieillards de Madrid, notre pain et notre maison. Pour les lâches et les fuyards qui exhibent leurs armes et leurs autos, notre mépris.

» Camarades, boycottez-les ! Faites-leur la vie impossible. »

Il eut été impossible au gouvernement Caballero de survivre, si les anarchistes n'avaient pas assumé sa défense vis-à-vis des masses.

D'autre part, le renversement du gouvernement aurait posé devant ces mêmes anarchistes une série de problèmes économiques, politiques, diplomatiques, militaires et financiers — qu'il n'aurait pas été facile de résoudre avec l'ennemi dans les faubourgs de Madrid.

Quoiqu'il en soit, la direction nationale de la C N T-F A I n'était pour rien dans l'affiche placardée à Valence. Au contraire, elle s'empressa de publier dans son quotidien *Solidaridad Obrera* le manifeste suivant, dont on appréciera le loyalisme à cent pour cent ;

« Des considérations d'ordre moral nous obligent aujourd'hui à faire un bref commentaire sur ce transfert dont d'aucuns auraient voulu tendancieusement tirer certaines conséquences en lui donnant plus d'importance qu'il n'en a en réalité.

« Il est évident que l'autorité et le prestige dont tout gouvernement doit jouir, ne doivent jamais être atteints par une quelconque menace que l'on fait peser sur lui. En aucune façon, la plus légère ombre de contrainte ne doit peser sur l'organisme directeur de l'Etat.

« Cette situation fut, cependant, celle du gouvernement de la République, resté jusqu'à hier dans une ville en butte à un danger plus ou moins réel : celui d'une attaque des forces factieuses qui voient dans la capitale de la République un obsédant objectif. Les fascistes essaient de l'atteindre pour échapper à la déroute qui, inexorablement, plane sur eux.

« Maintenant l'autorité morale du gouvernement est à nouveau rétablie et accrue par le changement de résidence, que seules des considérations d'ordre moral ont dicté. De Valence, en relations directes avec le reste du pays, le gouvernement pourra prendre, avec efficacité, les mesures qui, grâce à l'union de tous, doivent conduire à l'écrasement total du fascisme.

« Au sujet du changement officiel de la résidence du gouvernement, nous croyons opportun de rappeler que, de même, aux heures graves de la glorieuse révolution russe, alors que les armées blanches menaçaient sérieusement Pétrograd, le gouvernement se transfera à Moscou pour mieux diriger de là le mouvement qui devait finalement triompher. Et non seulement Pétrograd ne fut pas pris, mais c'est sous ses murs mêmes que l'armée blanche subit sa plus complète débâcle. De même Paris, alors que la ville se trouvait sous la pression des troupes germani-

ques, cessa un moment d'être la résidence officielle du gouvernement. Le gouvernement français d'alors adopta une mesure semblable à celle prise aujourd'hui par nous. Et Paris, comme Pétrograd, ne fut pas pris.

« Les circonstances d'aujourd'hui sont semblables à celles de Paris et de Pétrograd hier. Madrid est violemment attaqué. L'ennemi joue là sa carte décisive. Non seulement Madrid ne sera pas pris, mais les troupes factieuses doivent, au contraire, y subir un réel et irréparable revers.

« Pendant ce temps, de Valence, le gouvernement républicain, renforcé moralement et matériellement, saura conduire au triomphe final, pour lequel tous nous luttons. »

Le Redressement

Le peuple armé a besoin de discipline et d'unité pour vaincre. Mais la discipline et l'unité ne sont pas la source de sa force ; elles sont seulement l'art d'économiser cette force, dont la véritable origine réside dans le sentiment de l'honneur et de la responsabilité individuelle, dans la fraternité de classe et d'idée, dans la revendication de la liberté et de la justice sociale, etc... Lorsque le souci de la discipline et de l'unité passe au premier plan, c'est que les sources vives de l'élan révolutionnaire se trouvent taries, et que la peur, le sentiment de l'infériorité devant l'adversaire (souvent déguisés derrière des fanfaronnades irresponsables) ont pris le dessus.

Le départ du gouvernement pour Valence fut une cure de vérité à l'usage des inquiets et des insouciants ; il remplaça la *phrase* sur l'unité et la discipline par un élan réel de responsabilité et d'initiative répondant à l'appel du Comité de Défense de Madrid. Chacun comprit qu'il avait quelque chose à faire, pour laquelle on comptait sur lui. Chacun comprit qu'il pouvait compter sur autrui pour une résistance sincère, et au lieu de quelques assauts d'héroïsme oratoire, terminés par des hommages de confiance au gouvernement, on eut le travail effectif, la contagion de l'exemple, l'entrée en jeu des larges masses. *Le départ des ministres fut un assainissement.*

L'arrivée de Durruti avec 5.000 combattants catalans ; la proclamation rude et virile qu'il lança par la radio, rabrouant vertement les oisifs, les cabotins et les faux-révolutionnaires ; l'offre qu'il fit à chaque madrilène d'un fusil ou d'une pioche et l'invitation à tous de creuser des tranchées et d'élever des barricades, tout cela contribua à créer une espèce d'euphorie ardente et joyeuse que les communiqués et les discours menteurs du gouvernement auraient été bien incapables de susciter. Jusque là, on n'avait organisé ni la défense ni l'évacuation des bouches inutiles de peur d'ébranler le moral. Durruti et le Comité de Défense traitèrent les madrilènes en hommes et ceux-ci se conduisirent en hommes. La CNT, qui comprenait à Madrid l'élément extrémiste de la classe ouvrière, donna l'exemple en mobilisant tous ses membres pour créer une brigade des fortifications et d'autres formations analogues.

La proclamation suivante fut publiée par le quotidien madrilène *CNT* :

« La Fédération locale des syndicats uniques de Madrid, dont la responsabilité est liée au sort de la cause antifasciste, a mobilisé hier, lundi, tous les travailleurs contrôlés par elle afin de contribuer, d'une façon décisive, à la lutte contre les rebelles aux alentours de la capitale de la République. Tous les travaux ne se rapportant pas directement à la guerre ont été déclarés suspendus, et c'est 40.000 travailleurs confédérés qui, aujourd'hui, sont en armes à Madrid pour prêter main forte au gouvernement.

« La tentative fasciste se brisera contre un rempart de chair prolétarienne, si elle n'est défaite avant par nos armes, chaque jour de plus en plus puissantes et efficaces. Nos rangs sont maintenant débarrassés de tous les traîtres. C'est le peuple qui, dans les journées de juillet, emporta d'assaut les repaires fascistes par sa spontanéité combattive et son ardeur révolutionnaire. Ce doit être encore lui, aguerri cette fois par trois mois de lutte, qui anéantira définitivement les traîtres. De l'énergie, camarades, et nous vaincrons ! »

Dans toute la presse, même la plus modérée, la plus conservatrice, se réflète le réveil de la vie sociale madrilène, après le départ du gouvernement.

A. B. C. écrit :

« Le Comité de Défense de Madrid peut se montrer fier du peuple qu'il dirige et qu'il peut mener à la victoire, comme ce peuple peut se montrer fier du courage des hommes qui, en ce moment, tiennent la responsabilité historique de le diriger. La confiance de Madrid en son Comité de Défense s'est accrue par son action victorieuse de ces trois derniers jours sur le front de la capitale. Cette confiance nous prouve la trempe et les qualités d'organisation dans le commandement des quelques hommes qui doivent être considérés comme ayant bien mérité de la République et du peuple. »

Ahora dit :

« Le Comité de Défense de Madrid est aujourd'hui la clef de cette résurrection splendide d'un peuple qui a enfin trouvé dans cet organisme un fidèle interprète de ses désirs en même temps que l'unité dans le commandement. Au cours seulement de trois journées le Comité a gagné, sans discours ni harangues spectaculaires, l'autorité pleine et entière qui ne procède pas de l'espérance en des projets, mais du succès complet dans l'action. »

El Socialista :

« Les heures de la résistance sont en train de toucher à leur fin, et celle de l'offensive va sonner d'un instant à l'autre. Aujourd'hui, c'est Madrid qui reçoit de pied ferme les attaques. Demain, ce sera lui qui les déclenchera, avec cette différence que l'ennemi ne pourra leur résister,

et, suivant notre habitude, nous avons la conviction que ces paroles ne sont pas dites en vain. »

Politica dit :

« Dans Madrid, des milliers d'hommes qui forment l'élite de ce peuple et qui font l'étonnement du monde, sont en train d'écrire l'histoire de la capitale à journées forcées et à ses portes mêmes. »

La Libertad dit :

« Soyons tous attentifs à la voix de nos généraux et aux ordres du Comité de Défense pour leur obéir sans discussion ni crainte. D'autres épreuves menacent la trempe spirituelle des Madrilènes. Ces journées seront-elles les décisives ?

« Le Comité de Défense et son président, techniciens de la guerre, ont assez de jugement pour apprécier la situation et y remédier en conséquence. Ce que ce Comité ordonne, ce sera, sans aucun doute, la solution la plus convenable. Il nous incombe seulement d'obéir. »

Juventud écrit :

« Dans sa courte activité, le Comité de Défense a déjà prouvé qu'il était à la hauteur historique de la situation. Le groupe de camarades pleins d'abnégation qui le composent, et qui sont l'expression authentique de la volonté populaire et du front unique antifasciste, travaille nuit et jour avec une pleine efficacité à l'organisation de la défense de Madrid. Il accomplit ainsi le mandat du Gouvernement de la République et les désirs fervents du Madrid prolétarien et antifasciste. Et la jeunesse continuera à défendre le Madrid de la Révolution jusqu'à ce qu'elle passe sur les cadavres de ses ennemis. »

La défense de Madrid amena une confrontation des méthodes de lutte fédéralistes et libertaires et des méthodes gouvernementales et stalinistes. Par l'expérience, il fut démontré que le régime humain pratiqué dans les rangs anarchistes ne nuisait en rien à la valeur combattive et à la bonne organisation des services. Cela amena un assez grand nombre de prolétaires internationaux militarisés sous la férule russe à quitter leurs formations pour monter en ligne avec Durruti. Le désir d'être traité en citoyen conscient et non pas comme de la « viande à brûler », fit des milices CNT-FAI un pôle d'attraction pour toutes les tendances. Conscients de leur rôle d'éducateurs et se sentant les dépositaires de l'âme et de l'honneur révolutionnaires, les organisateurs CNTistes reprirent une bonne partie de leurs positions de principes en ce qui concerne l'anti-militarisme et l'auto-discipline. Leur propagande, inspirée par le souci de consolider les conquêtes miliciennes dans le cadre de l'armée populaire, prit une tournure plus libre et plus révolutionnaire :

« Connaissant la psychologie de notre peuple — dit une proclamation datée du mois de novembre — nous savons que le soldat de la révolution ne luttera pas d'une manière efficace, si on le convertit en une mécani-

que sans âme sous la rigide discipline d'un Code qui ne parle point de droit ni de devoir, mais d'obéissance et de châtiment... Les vieilles formules sont ici inacceptables, parce qu'elles ne furent pas dictées par un peuple qui se défend. Elles étaient destinées à *l'asservissement du peuple*, à la défense des classes exploiteuses qui utilisent la force armée pour la protection de leurs intérêts et de leurs privilèges...

« L'armée espagnole disparue le 19 juillet, quelqu'ait été la rigidité de son Code militaire, ne brillait aucunement par sa discipline, ni par son courage, ni par son organisation. La république bourgeoise ne doit plus retrouver ses gouvernants ni reconstruire une nouvelle armée, mais il faut rompre avec les vieilles idées et les formules dépassées. La révolution prolétarienne que nous sommes en train de construire n'a que faire d'aller puiser des matériaux dans les survivances nationales, politiques, militaires ou sociales qui s'opposent à son développement.

« La discipline révolutionnaire est née sur la base du devoir conscient et non de la contrainte. Le plus sévère châtiment que peut mériter un camarade qui refuse d'accomplir sa tâche dans la société révolutionnaire prolétarienne, sur le terrain militaire ou économique, c'est de subir le mépris, l'isolement, et finalement son élimination d'une société où les parasites n'ont point de place... »

Pour terminer, nous croyons devoir mettre sous les yeux du lecteur un document qui résume assez bien les conclusions pratiques qu'on est en droit d'attendre, après la discussion dont nous nous sommes fait l'écho. Il émane des combattants *allemands* ralliés autour du drapeau rouge et noir de la colonne Durruti et représente un *programme de revendication minimum pour tout révolutionnaire*, dans les cadres d'une organisation militaire qui est appelée à être contrôlée par ses membres dans l'intérêt du peuple :

« *L'Armée Populaire et les Conseils de Soldats.*

« Les camarades allemands du Groupe International de la colonne Durrutti ont pris position sur la question de la militarisation en général, et particulièrement dans le sein de la colonne. Les camarades reprochent aux réalisations actuelles des principes de militarisation d'avoir été élaborés en l'absence de tout contact étroit avec les éléments du front. Ils considèrent les mesures prises jusqu'à présent comme provisoires et les acceptent à ce titre jusqu'à la création d'un nouveau « Code Militaire » dont ils réclament l'établissement aussi rapide que possible pour mettre fin à l'état actuel de confusion permanente. Les camarades allemands proposent la prise en considération des revendications suivantes dans la rédaction de ce nouveau code :

« 1. Suppression du salut.

« 2. Solde égale pour tous.

« 3. Liberté de presse (journaux du front).

« 4. Liberté de discussion.

« 5. Conseil de Bataillon (3 *délégués* élus par compagnie).

« 6. Aucun délégué n'exercera des fonctions de commandement.

« 7. Le Conseil de Bataillon convoquera une réunion générale des soldats, si les deux tiers des délégués de compagnie en sont d'avis.

« 8. Les soldats de chaque unité (régiment) éliront une délégation de 3 *hommes de confiance* de l'unité. Ces hommes de confiance pourront convoquer à tout moment une assemblée générale.

« 9. L'un d'eux sera détaché à l'Etat-Major (de la brigade) à titre d'observateur.

« 10. Cette structure doit se prolonger jusqu'à la *représentation générale* des Conseils de Soldats pour l'ensemble de l'Armée.

« 11. L'Etat-Major général doit s'adjoindre également un représentant du Conseil Général des Soldats.

« 12. Conseils de guerre de campagne composés exclusivement de soldats. En cas d'accusation contre des gradés, un officier sera adjoint au Conseil de guerre. »

Adoptée à l'unanimité, à Velilla, le 22 décembre 1936, cette résolution fut également adoptée, le 29 décembre, par le Plénum de la F A I à Barcelone.

A. P. et D. P.

Documents

I. — *La Section Italienne de la Colonne Ascaso contre la mobilisation* (Monte Pelato, le 30 octobre 1936) :

« Les membres de la « Section Italienne » de la Colonne Ascaso sont des volontaires accourus de diverses nations pour apporter leur contribution à la cause de la liberté espagnole et à celle de la liberté universelle. Ayant pris connaissance du décret promulgué par le Conseil de la Généralité relatif à la transformation de la constitution des milices, ils réaffirment leur dévouement à la cause qui les amène sur le front de combat antifasciste et tiennent à déclarer ce qui suit :

« 1° Le décret en question ne peut se référer qu'à ceux qui sont soumis aux obligations d'une mobilisation émanant des autorités qui l'ont promulgué — mesure sur l'opportunité de laquelle nous nous abstenons de toute appréciation de principe.

« 2° Ceci nous confirme dans la conviction que le décret en question ne saurait s'appliquer à nous. Toutefois, nous tenons à affirmer avec l'absolue clarté nécessaire, que, dans le cas où les autorités nous considèreraient comme susceptibles d'en subir l'application, nous ne pourrions que nous considérer déliés de toute obligation morale et revendiquer notre pleine liberté d'action — le pacte constitutif de la Section elle-même se trouvant dissous de plein droit.

« Pour le Comité : Vindice, Mioli, Bulighin, Petacchni, Pontorni. »

II. — *Intervention d'un délégué de la Colonne de Fer au Plénum Régional de Valence* (approuvée par la colonne et reproduite par son organe *Linea de Fuego,* le 17 novembre 1936, Front de Teruel) :

« La Colonne de Fer demande que la commission des rapporteurs ne s'occupe pas de la structure des milices de la C N T.

« La Colonne de Fer doit exposer sa structure, son organisation interne. A ce sujet, la discussion doit porter sur divers points. D'abord sur celui de la militarisation. Car il y a un décret du gouvernement qui prévoit la militarisation de toutes les colonnes, et il y a des camarades qui croient que la militarisation arrange tout.

« Nous nous disons qu'elle n'arrangera rien.

« Face aux caporaux, sergents et officiers sortis des académies, totalement ignorants, parfois, des problèmes de la guerre, nous présentons notre organisation, nous n'acceptons pas la structure militaire. La Colonne de Fer et toutes les colonnes de la C N T et de la F A I, et même d'autres qui ne sont pas confédérales, n'ont pas accepté la discipline militaire.

Commandement unique ou coordination ?

« Dans une motion présentée et approuvée dans une réunion à Valence par la C N T, la F A I, la Colonne de Fer, etc..., et dans laquelle est considérée nécessaire la création d'un organisme qui serve de liaison entre les forces qui luttent à Teruel et sur divers fronts, on demande la constitution des Comités de guerre et de Comités de colonne, en vue de former par voie de délégation le Comité d'opérations, composé de deux délégués civils et un technicien général militaire comme assesseur, pour chaque colonne, et par le délégué de guerre du Comité exécutif populaire, qui doit servir de liaison entre les colonnes de Teruel et celles des autres fronts.

« C'est-à-dire que nous, qui sommes contre ce qu'on appelle le commandement unique, nous propageons par l'exemple et la pratique la coordination de toutes les forces qui luttent. Nous ne pouvons accepter qu'un état-major, qu'un ministre, qui ne connaissent pas pratiquement la situation du terrain, qui ne sont jamais allés sur le champ de bataille, qui ignorent tout de la mentalité des hommes qu'ils commandent (quand cette ignorance ne s'étend pas, au surplus, à la technique militaire) nous dirigent d'un bureau et nous donnent des ordres, la plupart du temps insensés. Et comme nous avons dû presque toujours nous soumettre aux ordres du commandement militaire, des délégations de guerre et de l'état-major, nous devons protester et demander la destitution dudit état-major de Valence. Aussi longtemps que nous lui avons obéi, la désorientation était si grande que nous ne savions rien de la situation des autres fronts, ni de l'activité des autres colonnes : nous subissions des bombardements sans pouvoir savoir d'où ils venaient. C'est pourquoi nous proposons la création d'un Comité d'opérations, composé de représentants directs des colonnes et non, comme le veulent les « marxistes », de représentants de

chaque centrale d'organisation ; nous voulons, nous, des représentants qui connaissent bien le terrain et savent où aller.

« La constitution de Comités de guerre est acceptée par toutes les milices confédérales. Nous partons de l'individu et formons des groupes de dix, qui s'arrangent entre eux pour les petites opérations. La réunion de dix groupes forme une centurie, qui nomme un délégué pour la représenter. Trente centuries forment une colonne, qui est dirigée par le Comité de guerre, dans lequel les délégués de centuries ont voix au chapitre.

« Un autre point, c'est celui de la coordination de tous les fronts. Celle-ci sera réalisée par les comités constitués par deux délégués civils, un délégué militaire comme assesseur, outre la délégation du Comité exécutif populaire. Ainsi, bien que chaque colonne conserve sa liberté d'action, nous arrivons à la coordination des forces, qui n'est pas la même chose que l'unité de commandement.

« Les marxistes et les républicains ne voulaient pas de cela, parce qu'ils disaient que les colonnes n'ont pas à discuter et que tous doivent respecter ce qu'ordonne l'état-major. Ainsi, mieux valait un échec avec l'état-major que cinquante victoires avec cinquante comités.

Hiérarchie militaire ou fédéralisme ?

« Quant à la militarisation, nous voulons bien admettre que les militaires, qui se sont adonnés toute leur vie à l'étude des tactiques guerrières, sont plus avertis que nous, et que leurs conseils valent souvent mieux que les nôtres. Par conséquent, nous acceptons leurs conseils, leur collaboration. Dans notre colonne, par exemple, l'élément militaire, dans lequel nous avons confiance, travaille de concert avec nous et, ensemble, nous coordonnons nos efforts ; mais si l'on nous militarise, la seule chose qui arrivera, ce sera de bouleverser cette norme. Il y a bien la colonne Eixa-Uribes, maintenant Palacios-Uribes, qui est militarisée, mais cette militarisation a été décidée par elle-même. Nous, nous n'avons pas besoin de galons, et par conséquent, nous ne pouvons lui donner raison. Le résultat de cela est qu'on est passé d'une structure fédéraliste à une discipline de caserne, ce que précisément nous ne voulons pas.

« On parle également de milices uniques. Nous pensons que le groupement par affinités devra prévaloir demain comme aujourd'hui. Que les individus se groupent suivant leurs idées et leur tempérament. Que les ceux qui pensent de telle ou telle façon unissent leurs efforts pour réaliser leurs buts communs. Si l'on forme les colonnes d'une manière hétérogène, on n'arrivera à aucun résultat pratique.

« C'est-à-dire que nous ne renonçons nullement à l'indépendance des colonnes et ne voulons nous assujettir à aucun commandement gouvernemental. Nous luttons pour abattre d'abord le fascisme, ensuite pour notre idéal, qui est l'anarchie. Notre action ne doit pas tendre à renforcer l'Etat, mais à le détruire progressivement, à rendre inutile le gouvernement.

« Nous n'acceptons rien qui aille contre nos idées anarchistes, qui sont une réalité, étant donné qu'on ne peut agir différemment de ce que l'on pense.

« Nous proposons donc que l'on accepte notre organisation de groupes, centuries ou Comités de colonne et Comités de guerre, formés d'éléments militaires et civils, pour établir la coordination de toutes les milices qui luttent sur les divers fronts, avec l'état-major central.

Le manque de matériel

« Dernier point de la discussion : c'est le manque de matériel de guerre. Jusqu'à maintenant, nos colonnes ont été ravitaillées en faible partie par l'Etat. Par exemple, dans la colonne que je représente, sur les trois mille hommes qui la composent, nous pouvons dire que seulement environ 1.000 fusils ont été donnés par l'Etat, et tous les autres, nous avons dû nous les procurer par nous-mêmes, dont les 80 pour cent ont été pris à l'ennemi. C'est-à-dire que l'Etat, le gouvernement, les organismes officiels, se sont désintéressés de la question d'armer et de doter ces colonnes du matériel nécessaire. C'est un problème qu'a dû résoudre l'organisation et à Valence on s'en est très peu préoccupé. L'organisation doit veiller à ce qu'il ne manque de rien.

« On a dit aussi que la discipline évite la démoralisation, la désertion. Ce n'est pas certain. Le courage et la peur dépendent de nombreuses circonstances, car le même individu peut avoir peur dans un engagement et se comporter comme un véritable héros dans un autre. Discipline ou non, c'est la même chose, puisqu'il est avéré que ceux qui sont militarisés sont les premiers à fuir ; et quand se présente le danger, l'individu, qu'il soit anarchiste, marxiste ou républicain, est sous l'emprise du même instinct de conservation et fuit ou avance.

Le problème de la solde

« Voici maintenant un autre problème, dont la solution, croyons-nous, incombe à l'organisation. La commission des rapporteurs dit que les miliciens doivent dépendre économiquement de l'Etat. A cela, nous devons répondre qu'au début, les colonnes de la Confédération se formèrent d'une manière spontanée et partirent pour le front. Personne ne se préoccupa de la solde, parce que les villages où résidaient ces combattants, assistaient les familles, qui avaient ainsi leur existence assurée ; mais un moment arriva où les villages cessèrent de ravitailler les familles et les réclamations commencèrent. Nous avons toujours été hostiles à cette solde de dix pesetas, parce que l'individu s'habituait à vivre des armes et à en faire une profession. Cette crainte était justifiée, car nombre de nos camarades ont été, pourrait-on dire, corrompus. Nous disons que si les syndicats peuvent subvenir aux besoins de nos familles, nous renonçons aux dix pesetas et nous ne voulons rien toucher ; sinon, nous continuerons à les percevoir comme jusqu'à maintenant.

« Le syndicat unique de Segorbe doit vous dire que, comme nous nous rangeons aux conclusions adoptées par lui, il est complètement d'accord

avec la structure des Colonnes de Fer, Torres-Benedito et Numéro 23. Segorbe, qui est la zone de concentration et de mobilisation, reconnaît que cette structure des milices est nécessaire, car il peut en juger mieux que la majorité des délégations qui assistent au Plénum, parce que, en outre, il a comme déléguée dans notre Plénum une camarade qui a passé plus d'un mois dans la Colonne de Fer, en collaborant à l'organisation des avant-postes.

« Et en ce sens, nous rions de cette unité de commandement, de cette militarisation qu'on prétend réaliser dans nos colonnes confédérales, et nous en rions parce que, comme un camarade de la Colonne de Fer le disait très bien, nous avons déjà notre structure et notre unité de commandement sans recourir à la militarisation. Et nous l'avons parce que nous sommes les premiers et les meilleurs de la région du Levant qui nous sommes dressés contre le fascisme et qui avons su empêcher que le fascisme s'empare (d'abord à Segorbe, puis à Valence) de cette région ; et comme nous sommes les premiers, nous avons le droit de parler et d'informer le Plénum comment fonctionne la Colonne de Fer.

Le Milicien, individu conscient

« Mon prédécesseur à cette tribune a parlé de la structure. Je veux développer davantage la question. Une unité de commandement absolu qui décide de la fonction que l'individu doit tenir dans la guerre sera-t-elle plus efficace dans l'action que les convictions de cet individu ?

« Parce que je vous le dis : ceux qui s'insurgent contre la Colonne de Fer, parce qu'elle descend à l'arrière faire la révolution que vous ne savez pas faire, ceux-là, je vous le déclare, ne savent pas ce qu'ils disent.

« Le simple milicien vient à la Colonne parce qu'il sait trouver en elle une unité morale, révolutionnaire et intellectuelle. C'est pourquoi nous, qui sommes allés les premiers au champ de bataille, nous ne pouvons permettre que maintenant le marxisme et la démocratie bourgeoise, comme hier la réaction, tentent d'anéantir le meilleur du champ révolutionnaire levantais, c'est-à-dire la moisson anarchiste et révolutionnaire.

« C'est encore pourquoi nous ne pouvons accepter le commandement unique, parce que les militaires n'ont su que rester à l'arrière-garde. Et nous, qui avons admiré le moral de nos frères confédérés, qui savons qu'il y a parmi eux des éléments qui valent cent fois plus que des militarisés, nous ne voulons pas d'entraves, nous ne voulons pas qu'on invoque ce mensonge que sans unité de commandement on ne peut gagner la guerre.

« Les pratiques des partis politiques de l'ancien régime qui veulent créer l'unité de commandement pour le donner à leurs armées rouges, pour créer une dictature aussi fatale peut-être que la précédente, mettent la révolution en péril. A cela, nous ne pouvons consentir, et je dois dire, à ce sujet, que tout ce Plénum, *malheureusement mal orienté par le Comité Régional,* est en train de se dérouler dans une ambiance nette-

ment réformiste et politique, et c'est pourquoi on doit écouter notre faible voix, parce que plus tard, tous nous payerons les conséquences de notre malentendu. »

III. — *L'action directe derrière le front fasciste : La Dynamite...*

Tierra y Libertad a interviewé « El Cubano », chef d'une équipe de dynamiteros qui vient de faire merveille derrière le front de Madrid en faisant avorter une offensive fasciste :

« Un train de munitions. Trois kilomètres à ramper dans les lignes ennemies. J'ai fait retirer les camarades, je mets le contact et le train est tombé pulvérisé dans un ravin.

« — Etes-vous nombreux, les « dynamiteros » ?

« — Deux grands groupes. Je suis à la tête de l'un d'eux.

« — Appartenez-vous tous à la C N T ?

« — Oui, tous.

« En marchant, il nous raconte comment ils ont travaillé dans la Sierra, à Tolède, en Andalousie et, maintenant, devant Madrid.

« — Regardez, nous dit-il, il y a parmi nous des cordonniers, nous fabriquons nous-mêmes nos chaussures ; les cartouches aussi. Nous n'avons jamais de blessés. Quand un camarade ne revient pas, c'est pour toujours. Nous dépendons de la Guerre, mais sommes totalement contrôlés par notre organisation. Certains jours, il nous faut sortir deux fois. Notre travail est indépendant de celui des « dynamiteros » des tranchées. Quand on fait appel à nous, nous ignorons notre destination.

« — Il faut beaucoup de cran pour faire ce que vous faites ?

« — Certes, parfois il en faut un peu... Ainsi, aujourd'hui, après avoir fait sauter un train et repassé les lignes ennemies, j'ai noté une telle tension nerveuse chez mes camarades qu'un désir qu'ils n'osaient exprimer se manifestait dans leurs yeux. Alors, moi qui n'ai pas besoin de cognac, j'ai fait semblant d'en avoir envie pour leur permettre d'en boire un peu et de reprendre des forces. »

IV. — *Un dernier mot sur la Discipline.*

« ...Discipline ! Mot magique dont se servent avec la même habileté les artisans de tous les systèmes de gouvernement. Discipline pour ceux d'en bas, oligarchie pour ceux d'en haut. Contrôle pour ceux d'en bas, liberté de mal faire pour ceux qui ordonnent et dominent. Après six mois de guerre et de révolution, il est encore permis aux mêmes individus, de se livrer aux mêmes franches lippées, publiques et privées, qu'aux meilleurs temps du carnaval politique ; cela au moment où des torrents de sang sont versés en holocaustes pour la cause qu'ils prétendent défendre, — et, bien sûr, ils la défendent, mais pour leur usage exclusif et personnel ! »

Bulletin d'Information C N T-F A I (Barcelone, le 29 janvier 1937).

Bois de Hélios Gomez.

II

Que sont la CNT et la FAI ?

AVERTISSEMENT DES TRADUCTEURS

L'ouvrage dont nous présentons la traduction, a reçu déjà un accueil enthousiaste du public ouvrier allemand, hollandais, polonais, italien et français. Une première version, qui a bénéficiée par la suite d'importantes additions, fut publiée en octobre 1936 par les Cahiers de Terre Libre *et quatre éditions en furent rapidement épuisées.*

La forme nouvelle que revêt la présente réimpression, ne saurait, bien entendu, être considérée comme définitive. Les événements sont en marche, et de nouveaux chapitres pourraient être ajoutés sans cesse à un ouvrage qui a déjà doublé de volume entre les mains de ses auteurs. Cependant, rien de ce qui constitue les affirmations essentielles n'a été controuvé par les événements. De plus en plus, il apparaît que l'anarcho-syndicalisme exprime la tendance fondamentale de la révolution ibérique et rallie la solidarité de l'aile vraiment révolutionnaire du marxisme. Les autres forces, dont certaines bénéficient d'un apport énorme de l'étranger, tant matériel et financier que moral, se présentent de plus en plus nettement comme des obstacles à la lutte, ou comme des étais apportés à l'édifice croûlant de la société bourgeoise.

Camarade français ! Pour que crève la digue que les impérialismes opposent au déferlement de la révolution espagnole, il nous faut prendre, à notre tour, la masse et la barre de mine. Que les coups répondent aux coups, sur les murs de notre commune prison ! A. P. et D. P.

INTRODUCTION

Le mouvement ouvrier européen se trouvait en recul depuis des années. Le fascisme triomphant en Italie et en Allemagne avait conduit dans les autres pays à un développement plus ou moins rapide de l'Etat totalitaire. Seule, la classe ouvrière espagnole se tenait sur le terrain de l'offensive. Depuis 1931, elle a attiré sur elle, d'une façon ininterrompue, l'attention internationale. Jusqu'en 1933, c'étaient exclusivement les anarchistes et anarcho-syndicalistes qui se mettaient en avant par leur

activité révolutionnaire et dont les tentatives, même entourées de méconnaissance et d'incompréhension, trouvaient cependant leur écho dans toute l'Europe. Après 1933, se produisit, par contraste avec la réaction gouvernementale, une vague de radicalisation qui révolutionna également les masses non-anarchistes du peuple travailleur, et permit enfin à la vigilance ouvrière de remporter la victoire du 19 juillet 1936.

Les événements qui se déroulent depuis lors en Espagne, représentent quelque chose d'entièrement nouveau en Espagne et dans le monde. Ils ouvrent une ère nouvelle dans l'histoire de la révolution mondiale. Pour la première fois, un peuple entier s'est dressé contre le fascisme. En Allemagne et dans d'autres pays, l'embourbement parlementaire et la fossiliation bureaucratique du mouvement ouvrier favorisèrent la montée de la dictature. En Espagne, la rupture de l'ensemble des travailleurs d'avec les méthodes parlementaires et la politique bourgeoise, permit au peuple tout entier d'opposer une résistance aux généraux. Seconde constatation importante : le développement actuel en Espagne porte comme caractère spécifique l'entrée du pays dans une période de bouleversements révolutionnaires sociaux *sans que ces innovations profondes se fassent sous le signe de la dictature d'un parti*. Le processus de transformation débuta, au contraire, par la participation directe des larges masses au processus économique et la charge des expropriations nécessaires est endossée par les syndicats ouvriers qui déterminent d'une façon décisive la construction socialiste. Au point de vue politique, le nouvel ordre, élaboré en première ligne dans le cadre des possibilités et des nécessités de la guerre, ne repose pas davantage sur la monopolisation du pouvoir par un parti. Il est basé sur la collaboration démocratique de groupements antifascistes très différents, souvent diamétralement opposés jadis.

Ce fait ne devient compréhensible que par une étude du rôle joué par le mouvement anarchiste en Espagne. Cette étude est le but de cette publication. Il ressort clairement que même le cours du mouvement ouvrier *non-anarchiste* en Espagne ne peut être saisi qu'à l'aide d'une connaissance suffisante de l'importance qui revient à l'anarchisme dans l'histoire révolutionnaire du pays.

Aujourd'hui, l'anarchisme espagnol, mal connu ou ignoré jusqu'à présent de l'autre côté des Pyrénées, livré sans défense aux calomnies et déformations d'ignorants ou de chasseurs de sinécures politiques, sort de son isolement et devient un facteur d'une importance historique mondiale. Il ouvre une nouvelle époque dans le mouvement socialiste international. Les théoriciens superficiels de divers partis politiques ont osé conclure, en face du mouvement antifasciste espagnol, à la renonciation de l'anarchisme à ses propres principes, à cause de sa collaboration avec les partis politiques et sa participation à la conduite centrale de la

guerre. Une étude vraie des réalités espagnoles permet d'aller plus au fond des choses. C'est précisément le caractère libertaire-constructif de l'ensemble du mouvement social dans l'action et l'édification qui frappe tout d'abord et distingue le mouvement révolutionnaire espagnol des précédents dans d'autres pays. Par sa collaboration révolutionnaire avec d'autres tendances politiques, l'anarchisme espagnol a donné l'exemple d'une tolérance révolutionnaire encore jamais vue et d'une démocratie prolétarienne véritable, qui est en train de construire un monde nouveau, hostile à toute dictature et basé sur le socialisme.

Les événements espagnols devraient inciter tout antifasciste honnête, tout socialiste frappé par l'effondrement allemand et conscient de son devoir, à chercher de nouvelles voies, en examinant les idées de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Ceci est particulièrement indispensable pour tous les étrangers habitant l'Espagne ou arrivés là au cours des luttes contre le fascisme avec l'intention de lutter avec le peuple espagnol contre les hordes du fascisme international. Ils ont le devoir de s'orienter sur ce qu'est le peuple espagnol et ce qu'il veut ; ils doivent connaître l'histoire révolutionnaire espagnole afin de prendre contact avec la classe travailleuse, de la servir, de soutenir sa cause et, en même temps, la cause internationale du prolétariat. Rien ne saurait être plus dangereux pour la révolution espagnole, pour la révolution mondiale à venir et pour les porteurs d'idées étrangères au caractère révolutionnaire espagnol eux-mêmes, que d'essayer d'influencer le développement espagnol par des conceptions et des expérimentations autoritaires. Tout leur prescrit au contraire de comprendre l'esprit de la révolution espagnole elle-même et d'aider à l'épanouissement organique des réalisations commencées le 19 juillet dans la vie d'une nouvelle société libre, socialiste.

L'organisation internationale à laquelle appartient la C. N. T. est *l'Association Internationale des Travailleurs* (A I T), la fidèle continuatrice de la Première Internationale en Europe, restée vivante dans la conscience des ouvriers espagnols comme « A I T » et trouvant son expression dans l'anarcho-syndicalisme moderne. Si le mouvement révolutionnaire marxiste cherche aujourd'hui de nouvelles voies, si les travailleurs marxistes, après l'effondrement italien, autrichien et allemand de leurs syndicats de masse centralistes et de leurs partis politiques, aspirent à de nouvelles formes de rassemblement et à de nouvelles méthodes d'action, ils ne pourront pas passer à côté de l'anarchisme espagnol, du mouvement du 19 juillet et du programme de l'*Association Internationale des Travailleurs*. Il faut que le socialisme *libertaire*, dont l'Espagne vient de relever le drapeau, brise partout le joug du socialisme « de guerre », c'est-à-dire du socialisme *fasciste*. L'avenir d'un monde en dépend !

L'ANARCHISME ESPAGNOL ET LE 19 JUILLET

Celui-là seul peut comprendre la situation actuelle en Espagne qui connaît l'histoire du mouvement révolutionnaire de ce pays, c'est-à-dire *l'anarchisme* espagnol. Les points de repère que constituent cette étude pourront contribuer à dégager la véritable signification des événements espagnols, face à toutes les falsifications dictées par des intérêts de parti. Le mouvement antifasciste espagnol ne doit pas être considéré sous l'aspect d'une défense bourgeoise-parlementaire de la politique du Front Populaire : C'est la première étape de l'émancipation du prolétariat, le commencement de la révolution sociale.

Tout observateur non prévenu de l'antifascisme espagnol et, par-dessus tout, celui qui considère la situation en Catalogne, doit partir de cette idée que le mouvement ouvrier espagnol diffère profondément de celui de l'Europe centrale. La C. N. T. et la F. A. I., l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme espagnols, jouent un rôle prépondérant dans le mouvement antifasciste. En Catalogne, leur importance s'accroît chaque jour. Ceci n'a rien à faire avec l'affirmation aventurée qu'en Espagne « il y a *encore* des anarchistes parce que c'est un pays arriéré et peu industrialisé ». L'Anarchisme espagnol est précisément l'expression typique du *prolétariat industriel* d'Espagne.

Le mouvement antifasciste actuel se dirige en Catalogne, et de plus en plus aussi dans le reste de l'Espagne, irrésistiblement vers une révolution sociale. Mais, il prend un tour bien différent de ce qui s'est produit dans toutes les tentatives précédentes ; il sera, pour le mouvement socialiste et pour les insurrections révolutionnaires dans les autres pays européens, particulièrement riche d'enseignements et d'exemples. Il est donc indispensable d'étudier l'anarchisme espagnol et de reviser à son sujet un grand nombre de préjugés.

La tactique du mouvement antifasciste espagnol, exprimée en une seule devise, est la tactique de *l'action directe*. Or, ceci est le moyen de lutte de l'anarcho-syndicalisme. Du moment qu'en Espagne cette méthode a été employée contre le fascisme à l'instant décisif, c'est toute une nouvelle époque de lutte révolutionnaire et de nouvelles bases qui sont fondées aux yeux du monde. Les illusions parlementaires et politiques de trois quarts de siècle sont enfin portées au tombeau.

NAISSANCE DE L'ANARCHISME ESPAGNOL EN CATALOGNE

L'Anarchisme espagnol est né au sein du prolétariat industriel catalan. Là, s'est formé, vers 1840, un mouvement libertaire dans l'industrie textile et il a trouvé, tout d'abord, son expression pratique dans des coopératives de consommation et de production à tendance proudhonnienne. De là aussi, sont sortis les premiers syndicats ouvriers, qui furent

frappés d'interdiction en 1854. Cette mesure provoqua la *première* grève générale qui mobilisa en Catalogne plus de 40.000 ouvriers. Dans toute l'Espagne, s'est dessiné à cette époque un large mouvement ouvrier de masse basé sur des idées socialistes à tendance anti-étatique. Ce mouvement pratiquait l'action directe comme arme de combat et propageait le fédéralisme selon l'espagnol Pi y Margall. En 1868, ces organisations entrèrent en contact avec *l'Association Internationale des Travailleurs* (Asociacion International de los Trabajadores) fondée en 1864.

Fanelli, l'ami de l'anarchiste russe Michel Bakounine, parcourut l'Espagne à cette époque et c'est avec sa collaboration qu'ont été fondés, à Madrid et à Barcelone, les premiers groupes de l'Internationale en terre ibérique. Un autre centre important du mouvement se créa parmi les travailleurs agricoles de l'Andalousie.

PREMIER CONGRES ET DECLARATION DE PRINCIPES ANARCHISTE

Pendant les mouvements de révolte politiques en 1868-1869 déjà, la jeune organisation prit position aussi bien contre la monarchie que contre le libéralisme bourgeois — et *pour une révolution sociale*. Les groupes du mouvement ouvrier espagnol se déclarèrent ouvertement contre le parlementarisme, qu'ils considéraient comme une tromperie des classes possédantes vis-à-vis du prolétariat.

En 1870, il y eut, à Barcelone, le premier Congrès ouvrier espagnol. Ainsi fut fondée la « Fédération régionale espagnole de l'A. I. T. », appelée en Espagne « l'Internationale ». Cette Fédération organisa tout d'abord 30.000 ouvriers et se déclara de principes purement anarchistes. Le 19 juillet 1870, Farga Pellicer ouvrit le Congrès de Barcelone par ces paroles :

« Le droit, le devoir, la nécessité sociale nous réunissent ici pour que nous arrivions à voir clair sur les problèmes de l'économie sociale. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, disent les statuts de l'Internationale... Tous ceux qui vivent du monopolisme et de l'exploitation, sont intéressés à maintenir éternellement notre esclavage. Il n'y a donc aujourd'hui pour cette humanité qu'une seule lutte, qui ait une signification sociale véritable : C'est la lutte de la misère contre le capitalisme. Or, l'Etat est le gardien et le protecteur des privilèges sociaux et l'Eglise les bénit et les présente comme étant la volonté de Dieu. La seule chose qui nous reste à faire, c'est de trouver les moyens pour nous délivrer du joug de l'esclavage du salariat, qui est à la base de notre oppression. Il nous faut donc détruire la puissance du Capital, de l'Etat et de l'Eglise, pour construire sur leurs ruines l'Anarchie, la Fédération libre des groupes libres de travailleurs. »

Une résolution de ce Congrès fut particulièrement importante pour le développement ultérieur du mouvement ouvrier en Espagne. Elle traite le sujet « l'Internationale et la politique » :

« Tous les efforts des peuples pour conquérir le bien-être et qui se basent sur le maintien de l'Etat non seulement n'ont mené à aucun résultat, mais se sont brisés partout et toujours contre l'Etat. L'autorité et le privilège sont les piliers les plus solides de l'ordre social actuel basé sur l'injustice ; leur destruction et l'édification d'un nouvel ordre social d'égalité et de liberté sont nos tâches. Toute participation de la classe ouvrière à la politique d'Etat de la bourgeoisie équivaut dans tous les cas à une consolidation de l'ordre social existant, qui paralyse l'action révolutionnaire socialiste des travailleurs. Le Congrès recommande donc à toutes les organisations de l'Internationale de renoncer à toute collaboration avec l'Etat ; il les appelle à concentrer leur activité autour de l'organisation fédéraliste des producteurs, qui seule pourra assurer le succès de la révolution sociale. Cette organisation fédéraliste est la véritable expression des intérêts du travail et doit se faire en dehors de tout gouvernement. »

Dans cette résolution se dessine déjà clairement la ligne de développement qui est suivie aujourd'hui par la C. N. T. et par la F. A. I. Jusqu'à la deuxième décade du vingtième siècle, n'a existé à côté de la vieille Fédération Régionale espagnole aucune autre organisation sérieuse de masse des ouvriers espagnols de la ville et des champs.

ILLEGALITE ET REORGANISATION

En 1871, le second Congrès de l'Internationale dut se réunir illégalement. L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols ont vécu, jusqu'au début de 1936, presque exclusivement dans l'illégalité. Monarchie, dictature et démocratie bourgeoise ont employé toutes leurs forces à étouffer la tendance vers la révolution sociale en Espagne. Aujourd'hui que l'U. G. T. réformiste et le Parti Socialiste qui la domine ont subi pendant trois ans une certaine radicalisation, s'est enfin constitué en Espagne un front révolutionnaire plus large, qui a réuni les deux seules grandes organisations de masse, C. N. T. et U. G. T., dans une alliance révolutionnaire.

En 1872, les délégués espagnols ont pris part au Congrès de l'Internationale à la Haye, où ils se sont définitivement dressés contre les conceptions doctrinales de Karl Marx au sein de l'Internationale et contre les idées de socialisme d'Etat parlementaire. Ils se sont joints à l'aile bakouniniste, anti-autoritaire, de l'*Internationale*. Déjà, les ouvriers espagnols avaient adopté une attitude très sceptique vis-à-vis du Conseil Général à Londres, qui n'avait que des intérêts purement politiques. Les

ouvriers espagnols, au contraire, ont essayé de faire comprendre aux travailleurs des autres pays leur conception propre de la mainmise sur l'économie par les organisations constructives et productives. Vers 1870 déjà, les organisations ouvrières espagnoles ont cherché à fournir *des travaux préparatoires de statistique et de structure pour une réorganisation socialiste de l'économie*. Cette tentative fut ridiculisée à l'époque par les socialistes à tendance politique.

Au Congrès de la *Fédération Régionale* à Cordoue, en 1873, se trouvaient représentés 300.000 ouvriers espagnols, répartis entre 263 localités. Cette grande organisation conservait sa position contre l'idée d'un « état ouvrier » — si influente sur les révolutionnaires des autres pays qu'elle détournait vers la politique d'Etat :

« A la place de cette conception, écrit Carbo, elle plaçait l'idée d'une libre fédération des associations industrielles et économiques, sans frontières artificielles et sans aucun organisme d'Etat. Ce but a guidé la classe ouvrière espagnole dans toutes ses luttes pour un avenir meilleur. On avait reconnu que l'engrenage de l'appareil d'Etat devait être détruit à fond avant qu'on puisse parler de libération véritable. Ainsi, la lutte des travailleurs espagnols pour leur libération économique du joug capitaliste en même temps l'Etat. De cette façon, le mouvement a acquis ce caractère anti-autoritaire frappant qui lui est restée jusqu'aujourd'hui. »

Pendant la première république espagnole, en 1873, l'organisation revendiqua son but social révolutionnaire, critiquant le fédéralisme purement politico-bourgeois. En 1874, après la nouvelle montée de la réaction, l'*Internationale* fut interdite et déclarée hors la loi. Pendant sept ans, le mouvement a vécu dans l'illégalité complète. Les marxistes croyaient que le groupe social-démocrate, fondé à Madrid en 1871, pourrait bénéficier de l'héritage anarchiste. Mais il en fut autrement. Dans les premières années déjà qui suivirent l'illégalité, le mouvement se réorganisa et réunit à nouveau 58.000 membres sur les bases d'un programme anarchiste. Vers 1880, la conception de l'anarchisme-communisme a été formulée par Kropotkine. C'est à ce moment que s'ouvrit une époque de lutte de classes profonde, qui provoqua des poursuites impitoyables. Vers l'année 1890, l'anarchisme se voyait dans l'obligation de lutter contre ses oppresseurs par des actes terroristes devenus célèbres. Un grand nombre d'anarchistes furent exécutés après des tortures effroyables (procès de Montjuich).

Il est complètement faux de considérer le terrorisme comme le moyen de lutte propre à l'Anarchisme. Dans des circonstances spéciales, l'anarchisme espagnol s'en est servi comme l'ont fait tous les mouve-

ments politiques. Mais l'anarchisme lui-même, et spécialement la C. N. T. anarcho-syndicaliste, veulent réaliser précisément *l'action directe organisée des masses* comme base d'une société nouvelle.

UN FOYER DE REVOLTE : LA CATALOGNE

Au cours des années de persécution d'une part, de discussion idéologique de l'autre, l'organisation de l'anarchisme espagnol s'était relâchée quelque peu. Ce n'est qu'en 1907 que commença une réorganisation plus serrée de tout le mouvement. Sur l'initiative de la Catalogne, les différentes fédérations régionales reprirent un contact étroit. A Barcelone fut créé le journal *Solidaridad Obrera,* quotidien depuis 1916, et qui est resté jusqu'en juillet 1936 le seul quotidien ouvrier en Catalogne.

Le mouvement anarchiste représentait toujours, au début du XXe siècle, la seule grande organisation ouvrière du pays, bien qu'entre temps (vers 1880), l'U. G. T. social-démocrate ait fait son apparition. Les anarchistes se trouvaient à la tête de nombreuses luttes importantes menées par les ouvriers espagnols.

En 1909, éclata à Barcelone l'insurrection anarchiste contre la guerre du Maroc, connue sous le nom de « Semaine Tragique de Barcelone ». Les masses populaires proclamèrent la grève générale, descendirent armées dans la rue, empêchèrent l'embarquement des troupes et brûlèrent 60 églises et cloîtres. Le mouvement fut écrasé dans le sang. Francisco Ferrer, le fondateur d'une grande organisation d'*Ecoles Modernes*, fut accusé d'être l'instigateur intellectuel de la révolte et exécuté avec quelques autres anarchistes à Montjuich.

DEVELOPPEMENT DE LA C. N. T. DE 1911 *A* 1931

En 1911 fut fondée, à Madrid, la C. N. T. (Confederacion Nacional del Trabajo), qui, basée sur les traditions fédéralistes-communistes d'Espagne et sur les idées anarchistes, s'est donnée un programme anarcho-syndicaliste. Le syndicat ouvrier autonome, indépendant de toute politique, forme la base de l'anarcho-syndicalisme moderne. Il se sert de tous les moyens de lutte, de l'action directe organisée, et combat pour une transformation socialiste de la société, caractérisée par la mainmise sur l'économie et la défense de la révolution par les ouvriers eux-mêmes. Il n'admet dans cette lutte aucune intervention de l'appareil politico-bureaucratique et de la classe exploiteuse. L'anarcho-syndicalisme est donc anarchiste et dirigé contre l'Etat et la propriété privée.

Pendant la guerre mondiale, la C. N. T. a gardé son attitude antimilitariste internationaliste. Au cours de ces années de guerre, de nombreuses grèves furent déclenchées en Espagne, parfois en commun avec l'U. G. T. Mais celle-ci, simple instrument dans les mains de la social-

démocratie, restait constamment prisonnière dans le cadre limité par la politique parlementaire bourgeoise.

La fin de la guerre marque un fort mouvement de croissance de la C. N. T. Le patronat catalan organise les syndicats jaunes « Sindicatos libros » pour combattre la C. N. T. En même temps, il met sur pied une centrale d'assassins à seule fin d'exterminer la C. N. T. en Catalogne. En quelques années seulement, 400 militants de la C. N. T. tombèrent sous les coups de cette clique du patronat. Enfin, les anarchistes répondirent par les mêmes moyens. En 1919, la C. N. T. organisa ses grèves les plus larges, qui furent suivies d'une vague de répression terrible. A ce moment, le gouvernement catalan fit une première tentative, qu'il devait renouveller en 1931, pour faire dévier le mouvement vers le réformisme et la collaboration de classes. Il noua des relations avec quelques éléments qui se trouvaient à la tête de la C. N. T. pour arriver à ses fins. Les deux tentatives échouèrent.

En 1919, eut lieu le deuxième congrès de la C. N. T. 714.000 ouvriers espagnols y étaient représentés. Le congrès ratifia, une nouvelle fois, le programme anarcho-syndicaliste et établit, comme but final de la lutte, le Communisme Libertaire (Communismo libertario). Le congrès décida, en outre, que les ouvriers qui remplissaient une fonction dans la vie politique ou dans un parti politique ne pouvaient pas occuper une place de responsable dans la C. N. T.

Au cours des années qui suivirent, la C. N. T. atteignit le point culminant de sa puissance. Les politiciens et le patronat tentèrent tout pour détruire cette organisation importante. Mais, Primo de Rivera lui-même, avec sa dictature fasciste, ne parvint pas à en venir à bout. Pendant les sept années de dictature, la C. N. T. réalisa de nombreuses actions syndicales et politiques. Plusieurs de ses militants les payèrent de leur vie : ils furent exécutés... Il convient de rappeler que les socialistes « politiques » s'associèrent à cette répression. Largo Caballero fit partie du ministère Primo de Rivera, au cours de la deuxième étape de la dictature, en qualité de Conseiller d'Etat au travail.

De grandes grèves précipitèrent enfin l'effondrement de la dictature. La C. N. T. se releva. Les sociaux-démocrates formèrent le gouvernement de la république en collaboration avec les républicains. Le premier ministre républicain du travail fut... Largo Caballero ! Les élections de l'été 1931 avaient apporté, pour la première fois, à son parti un nombre appréciable de sièges au parlement, parce que ses candidats s'étaient faits porter sur les listes bourgeoises. Ce fut là le point de départ du développement de l'U. G. T., qui devenait, de 1931 à 1933, une espèce de syndicat d'Etat destiné à être proclamé syndicat obligatoire de la classe ouvrière espagnole. Elle pouvait distribuer des milliers et des milliers de places de fonctionnaires au sein de l'état bourgeois.

En Catalogne, l'U. G. T. ne groupait que peu d'ouvriers. Ce n'est qu'après les journées du 19 et 20 juillet 1936, qu'elle a pu s'agrandir, en accueillant dans son sein différents syndicats, « non-politiques » jusqu'à ce moment, et de nombreux indifférents qui ne cherchaient qu'à être « organisés » quelque part.

En juin 1931, la C. N. T. tint son congrès de réorganisation. Il groupait les délégués de 600.000 membres. Le congrès adopta une série de résolutions sur les questions d'organisation et de tactique (rassemblement des syndicats en fédérations d'industrie, mots d'ordre pour le prolétariat rural, etc...) et réaffirma son idéal anarcho-syndicaliste. Le congrès déclina toute collaboration avec la république bourgeoise. Cette déclaration devait lui attirer l'hostilité des politiciens bourgeois et de tous ceux qui confondent la conquête de l'assiette au beurre dans la république avec l'émancipation sociale du prolétariat. De nouvelles persécutions s'abattaient sur nos camarades. De 1931 à 1933, pendant l'époque « démocratique », environ 800 ouvriers de la C. N. T. ont été assassinés par la police et, jusqu'en mai 1936, il fut impossible à la C. N. T. de réunir un nouveau congrès. Les périodes de légalité, de semi-illégalité et d'illégalité complète se succédaient à brefs intervalles. La C. N. T. a contrôlé, au cours de ces années, en moyenne un million d'ouvriers révolutionnaires. Ces travailleurs formaient et forment actuellement le noyau actif de la classe ouvrière espagnole. Un groupe réformiste avait réussi, en 1933, sous la conduite de Pestana et avec l'aide de politiciens bourgeois, à provoquer la scission d'un certain nombre de syndicats oppositionnels avec la C. N. T. Cette perte l'avait affaiblie momentanément en Catalogne et dans le Levant. Mais ces associations rentrèrent toutes dans la C. N. T. en 1936, désavouant Pestana.

TENTATIVES DES POLITICIENS REPUBLICAINS-SOCIALISTES POUR DETRUIRE LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

La république tenta la destruction de la C. N. T. par différentes voies. Une nouvelle loi sur les associations, en date du 8 avril 1932, devait soumettre tous les syndicats au contrôle et à l'arbitrage d'Etat, dans les conflits du travail. Mais ce projet n'eut pas le succès escompté. La C. N. T. restait fidèle à l'action directe. Elle n'acceptait pas l'arbitrage officiel bien qu'il fut rendu obligatoire ; elle se refusait à déposer ses listes d'adhérents à la police comme le gouvernement voulait l'y contraindre, et il fut impossible de la dissoudre. A la fin de la domination républicano-socialiste en été 1933, une nouvelle conspiration fut ourdie afin d'asséner le coup de grâce à la C. N. T. : le parlement vota la « loi contre le vagabondage ». Les autorités voulaient s'en servir pour faire interner les militants actifs dans des camps de concentration, soi-

disant parce qu'ils étaient des fainéants ou des éléments « socialement dangereux » (formule créée par la loi en question). Contre des hommes comme Ascaso, Garcia Oliver, Durutti, une inculpation de ce genre fut prononcée. Encore en 1936, sous le règne du Front Populaire, des étrangers antifascistes étaient incarcérés, des mois durant, à Barcelone en application de cette loi scélérate. Et avant, au moment de la domination Lerroux-Gil Robles, elle fut même exploitée contre le parti de ceux qui l'avaient créée.

Au cours des années 1931-1935, la Confédération a mené une série de grandes grèves qui, toutes, furent déclarées illégales par le gouvernement du moment, qu'il fût de droite ou de gauche. Peu après l'effondrement de la monarchie, éclata la grande grève des ouvriers du téléphone. Les revendications de la C. N. T. étaient les suivantes : augmentation des salaires et abolition des hauts traitements, sans changement des prix pour les usagers. Le gouvernement des républicains de fraîche date combattit la grève, engagea des jaunes de l'U. G. T. et transforma le mouvement en lutte politique. Le ministre Maura interdit à la Compagnie d'entrer en pourparlers avec les grévistes, et le ministre Prieto lui promit une indemnité, versée par la caisse d'Etat, pour les pertes subies. A la même époque, l'assassinat d'un militant de la C. N. T. par la police provoqua à Séville un sursaut de révolte dans la population. Dans les rencontres qui eurent lieu, vingt ouvriers furent abattus par les balles de la police, quatre prisonniers fusillés au cours d'une « tentative de fuite » et, pour finir, l'artillerie bombarda, sur l'ordre du gouvernement républicano-socialiste, la maison où se trouvait le local de la C. N. T.

Telle fut la lune de miel de la république. Les événements qui suivirent ce début prometteur de l'été 1931 se maintinrent fidèlement dans la voie tracée. Les grandes grèves et les rencontres fréquentes avec la police restaient toujours à l'ordre du jour. Citons, comme exemple, la grève générale grandiose de Saragosse, au printemps de l'année 1934, qui dura cinq semaines. Un mouvement de solidarité immense s'organisa spontanément à Barcelone en faveur des enfants des grévistes. Mais le gouvernement de Catalogne fit tirer sur la foule pacifique qui attendait l'arrivée des enfants de Saragosse devant les locaux de *Solidaridad Obrera*. Un ouvrier fut tué... Dans la majorité des cas, les grèves des ouvriers de la C. N. T. étaient couronnées de succès, moralement et matériellement. Un grand nombre d'entre elles furent déclenchées pour des raisons de solidarité : diminution du temps de travail pour faire embaucher des chômeurs, etc... Dans toutes les luttes syndicales de la C. N. T., les revendications morales et de solidarité revêtaient une plus grande importance que les revendications matérielles. Là réside la grande différence entre le mouvement ouvrier anarcho-syndicaliste en Espagne et les mouvements de socialisme étatique en Europe centrale.

Des actions de boycott et de sabotage furent également menées à bonne fin. Une brasserie de Barcelone, qui avait licencié un certain nombre d'ouvriers de la C. N. T., fut acculée à la ruine par un boycottage de plus d'un an, organisé dans toute l'Espagne. Elle dut se résigner à payer de forts dommages au syndicat et à réembaucher tous les ouvriers licenciés. — En décembre 1933, 400 employés de tramway anarcho-syndicalistes furent jetés à la rue, après une grève formidable des transports de quatre semaines, et remplacés par des membres de l'U. G. T. Pendant deux ans, les actes de sabotage contre les tramways, les autobus, etc... se succédaient à Barcelone. Une nuit même, on vit dévaler des tramways en feu, tous freins desserrés, le long des artères principales de la ville. Gil Robles déclara l'état de siège à Barcelone. Mais en vain ! Au début de l'année 1936 enfin, les licenciés obtinrent satisfaction ; ils rentrèrent tous à la compagnie des transports. Ainsi, la C. N. T. a lutté dans des milliers de cas avec une persévérance et un courage inouïs, partout où le droit des ouvriers était foulé aux pieds.

SOULEVEMENTS REVOLUTIONNAIRES

Plusieurs fois, il y eut des révoltes ouvertes contre l'Etat, avec comme but immédiat la réalisation du communisme libertaire. Cette orientation débuta par le soulèvement de Figols en Catalogne, qui fut brisé. Par mesure de répression, le gouvernement républicano-socialiste fit déporter 120 anarchistes catalans dans les terres de fièvre africaines, où plusieurs camarades succombèrent. En janvier 1933 éclata, dans quelques régions d'Espagne, une nouvelle révolte. Elle fut écrasée, après l'effroyable tragédie de Casas Viejas, où la police se livra à un massacre odieux, obéissant aux ordres gouvernementaux : « pas de blessés » ! « pas de prisonniers » ! Mais c'est le soulèvement de décembre 1933 qui peut être considéré comme le mouvement le plus grandiose de la C. N. T.

Avant de le décrire, rappelons bien les faits suivants :

La lutte destructive contre la C. N. T. était mené par tous les moyens. Tout était bon : la violence brutale et la calomnie ! L'année 1933 déjà, marque la naissance de cette campagne de calomnies, organisée par des éléments ignorants ou de mauvaise foi, dirigés par les offices gouvernementaux. Les organes des partis de gauche ne manquaient pas d'insinuer que la C. N. T. travaillait à la solde du fascisme. Pour donner un exemple des procédés employés, nous mentionnons le complot « monarco-anarchiste » contre la république, soi-disant découvert par le gouvernement Azana, peu avant sa chute, et qui fut « mis à jour » dans tout le pays avec force bruit. La préfecture de police de Madrid répondit aux interrogations des journalistes que seul le ministère de l'intérieur était instruit du caractère de ce complot. Le ministre de l'intérieur, par

contre, dit à ces mêmes journalistes : « Je n'ai pas parlé de complot ». « Mais la presse en a parlé », firent remarquer les journalistes. Et le ministre de rétorquer : « Vous devez considérer que je n'écris pas pour la presse. » Malgré cela, la calomnie avait fait son œuvre. En juin 1936 encore, des républicains barcelonais de bonne teinte vous chuchotaient à l'oreille que la C. N. T. et les fascistes collaboraient pour mener une attaque contre la république. Or, la C. N. T. et la F. A. I., qui n'avaient jamais ambitionné la gloire personnelle, ni des postes dans la bureaucratie, poursuivirent leur lutte désintéressée pour la cause des travailleurs et contre *toute* oppression, en face des calomnies les plus grossières. Elles se taisaient, n'ayant pas la possibilité de démentir, dans l'Europe toute entière, les bruits infâmes qui couraient. Le 19 juillet, les compagnons montèrent sur les barricades et firent ce que la F. A. I. et la C. N. T. avaient toujours préconisé. D'un seul coup, les persécutés, les calomniés, les suspectés se trouvaient à la tête du peuple parce qu'ils étaient les plus courageaux, les plus aptes à l'action.

DECEMBRE 1933

Revenons maintenant au mouvement de révolte de décembre 1933. En 1933, on préparait les nouvelles élections. Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes lancèrent le mot d'ordre : « Ne votez pas ! Préparez-vous à la révolution sociale ! » Ils essayaient de convaincre le peuple du fait que le parlementarisme affaiblit la force active du peuple et le rend inapte à la lutte directe contre le fascisme (comme le montre l'exemple allemand). Les socialistes eux-mêmes déclaraient, en 1933 : « Si la droite l'emporte aux élections de cet automne, la lutte décisive dans la rue doit être déclenchée. » L'issue des élections provoqua une aggravation aigüe de la situation. Une grande effervescence régnait dans la classe ouvrière. Dans cette atmosphère troublante éclata l'insurrection de décembre. C'était le troisième soulèvement révolutionnaire sous la république, et le premier dirigé officiellement par la C. N. T. anarcho-syndicaliste. Il dépassait, en portée, tous les mouvements révolutionnaires que l'Espagne avait connus dans le passé. Son but ne fut non seulement la lutte contre le danger fasciste, mais une transformation sociale complète. La proclamation de la C. N. T. disait : « Les ouvriers organisés occupent les usines et les ateliers, prennent possession des moyens de production et les mettent sous le contrôle des comités d'usines. Le commerce et les magasins tombent sous le contrôle de comités organisés par quartiers. Ces comités ont la tâche de distribuer les produits et d'assurer le ravitaillement de la population. Les banques sont surveillées par les comités révolutionnaires. » Le mouvement atteignit sa plus large portée et sa plus grande profondeur dans l'Aragon, où les paysans et les ouvriers luttèrent, partout, les armes à la main. Le drapeau noir et rouge des

anarchistes flottait sur les édifices publics et les usines. A Saragosse, la lutte dans les rues dura cinq jours. La grève générale fut déclarée dans l'Espagne entière. Mais, malheureusement, l'insurrection resta limitée à quelques localités et campagnes ; l'Aragon se trouva isolé et fut vaincu. La passivité des masses social-démocrates démentit la promesse, faite par leur parti, de descendre dans la rue au cas d'une victoire électorale des droites.

Des milliers et des dizaines de milliers de militants furent jetés en prison, un procès fut échaffaudé contre le Comité Révolutionnaire à Saragosse.

LA C.N.T. PROPOSE L'ALLIANCE OUVRIERE

La situation en Espagne devenait de plus en plus menaçante. Peu à peu, la conviction que seule une entente entre la C. N. T. et l'U. G. T. pouvait arrêter le danger fasciste, fit son chemin dans les esprits. En février 1934, une assemblée secrète de la C. N. T. décida donc d'adresser à l'U. G. T. un appel pour la collaboration des deux organisations. La résolution adoptée par la C. N. T. invitait l'U. G. T. à prendre officiellement position sur l'entente possible entre les deux grandes organisations ouvrières en Espagne. Elle déclare en même temps, que pour la C. N. T., il ne pouvait pas être question d'une collaboration avec des partis politiques. Ceux-ci aspirent à une dictature sur les ouvriers et non au socialisme ouvrier venant de la base. L'U. G. T. ne répondit pas à ces propositions de la C. N. T. de février 1934. Ce silence doit être considéré comme une des raisons qui ont entraîné et conditionné l'isolement des Asturies révolutionnaires au mois d'octobre de la même année.

Il y eut des alliances ouvrières dans différentes parties de l'Espagne. Mais celles-ci, formées avec la tolérance et le soutien des autorités, n'englobaient que des groupes et groupuscules du mouvement ouvrier en dehors de la C. N. T. Seul, aux Asturies, se réalisa une véritable alliance ouvrière, c'est-à-dire un pacte entre les deux grandes organisations : la C. N. T. et l'U. G. T. Cette alliance a porté ses fruits.

LE MOUVEMENT D'OCTOBRE 1934

Le 4 octobre 1934, quand des ministres du parti de Gil Robles entrèrent pour la première fois dans le gouvernement de la république, l'Espagne vit un mouvement de protestation de la gauche politique. Ce soulèvement prit un caractère séparatiste en Catalogne, un caractère prolétarien révolutionnaire dans les Asturies. A Barcelone, le mouvement de protestation contre le gouvernement Lerroux-Gil Robles débuta par l'arrestation en masse des militants anarchistes et l'interdiction de *Solidaridad Obrera*. La police et les partisans armés du gouvernement de gauche imposèrent ensuite la grève générale et des milliers de jeunes de la gauche catalane descendirent armés dans la rue.

Au matin du 6 octobre, la C. N. T. fit distribuer un manifeste, appelant les ouvriers à la protestation contre le fascisme espagnol, mais sans, cependant, soutenir les buts bourgeois et séparatistes. A ce moment, la C. N. T. était illégale en Catalogne ; ses syndicats étaient fermés, depuis dix mois, par la police. La fédération locale lança donc le mot d'ordre d'aller rouvrir par la force les syndicats, dans la journée du 6 octobre. Cet appel fut suivi, mais les ouvriers furent immédiatement attaqués par la police. Devant le local du syndicat du bois, un combat de rue s'engagea. Le ministre de l'intérieur, Dencas, préconisait une « lutte contre le fascisme » basée sur la destruction de la C. N. T. et de la F. A. I. ! Il en résulta la défaite ridicule, sans lutte, du mouvement séparatiste. La C. N. T. et la F. A. I. ont survécu à la gloire de Monsieur Dencas qui se réfugia, dès l'engagement de la lutte antifasciste catalane au mois de juillet dernier... en Italie mussolinienne, où est sa vraie place.

Le mouvement prit un cours bien différent aux Asturies. Là, il se transforma en révolution sociale ouverte. Socialistes et anarchistes combattaient côte à côte ; les meilleurs compagnons de la C. N. T. tombèrent dans la lutte. Un mouvement de conseils d'ouvriers et de paysans se répandit sur les Asturies ; mais la réaction de Lerroux-Gil Robles l'écrasa dans le sang. La lutte aux Asturies marqua un grand pas en avant, comparée à l'insurrection de décembre 1933 en Aragon : car l'U. G. T. et la C. N. T. y combattirent, pour la première fois, épaule contre épaule ; l'U. G. T. rompit, pour la première fois également, avec le passé réformiste de ses chefs et du parti socialiste. La C. N. T. joua dans cette lutte un rôle éminent. Malgré ce fait, des écrivains à renommée internationale ont osé émettre l'accusation éhontée que les anarchistes avaient trahi la révolution aux Asturies. (Nous ne parlons pas là de la petite meute d'aboyeurs professionnels des partis politiques). La gloire d'avoir répandu ce mensonge, et de ne pas l'avoir démenti depuis revient à Ilia Ehrenbourg.

RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT (1936)

Après une période de répression terrible, la C. N. T. a pu entreprendre, au printemps 1936, la réorganisation de ses cadres démolis. Entre temps, l'idée d'une entente entre l'U. G. T. et la C. N. T. avait gagné du terrain. Des milliers et des milliers de prisonniers des deux tendances, victimes de la législation républicano-socialiste maniée par les Lerroux et les Gil Robles, remplissaient les prisons et les bagnes. De nouvelles élections se préparaient. La C. N. T. prit position en face de la situation. Une grande partie des masses travailleuses, qui avaient perdu toute confiance dans le parlementarisme en tant qu'arme de la lutte sociale ou contre le fascisme, invoquaient un seul argument en faveur de la parti-

cipation aux élections : par une « victoire des gauches », l'amnistie pouvait être arrachée. La C. N. T. ne voyait pas une nécessité particulière de combattre cette opinion. D'un autre côté, elle avait compris clairement qu'il importait avant tout, pour le moment, de créer une atmosphère amicale de rapprochement et de compréhension entre les masses de la C. N. T. et de l'U. G. T. Elle mena donc son travail d'éducation habituel contre le parlementarisme et toutes les illusions politiques de parti avant les élections de février ; mais, elle renonça pour cette fois à mettre l'accent sur le mot d'ordre : « Ne votez pas ! ». Elle pouvait le faire parce que la ligne de développement général du mouvement ouvrier espagnol était clairement visible : les masses, qui votaient sous l'impulsion du mot d'ordre : « Pour nos prisonniers ! », avaient perdu depuis longtemps toute foi dans le parlementarisme. La tactique de l'action directe, préconisée depuis des années par la C. N. T. devant des sourds, en apparence au moins, trouvait des adeptes dans les rangs de l'U. G. T. et fut appliquée plus largement de jour en jour. L'Espagne réagit, au moment critique de l'approche du danger décisif, d'une façon fort différente de celle des pays de l'Europe centrale. Ceux-ci ne connaissaient que leurs organisations de masse purement parlementaires-centralistes. Mais le fait qu'un mouvement combattif anti-autoritaire avait mené, pendant près d'un siècle, d'innombrables actions directes contre l'oppression et l'exploitation, n'avait pas manqué de faire impression sur les masses de la péninsule. En face du danger suprême, les ouvriers espagnols adoptèrent une attitude autre que les ouvriers allemands. Ils n'attendirent pas les chefs, ils ne firent pas confiance aux manœuvres politiques du gouvernement de Madrid, ils entrèrent dans la lutte.

LE CONGRES DE SARAGOSSE

Du 1er au 10 mai de cette année, eut lieu à Saragosse le congrès de la C. N. T. Bien que l'organisation ne fut reconstituée légalement que depuis quelques mois à peine, elle vit affluer les délégués d'environ 750.000 syndiqués.

Des problèmes importants étaient en discussion. Les délégués proclamèrent, une nouvelle fois, le Communisme libertaire comme but final de la C. N. T. Ils résolurent le problème de l'unité de la Confédération, en accord avec les délégués présents des syndicats oppositionnels existants en Catalogne et dans le Levant. Ces syndicats rentrèrent au sein de la C. N. T. De même, l'ensemble des délégués prit position vis-à-vis de l'alliance ouvrière.

L'idée fondamentale du congrès était la suivante : La C. N. T. ne lutte pour aucun socialisme bureaucratique des ministres et des décrets, mais pour un socialisme syndicaliste de la base. Le problème de la révo-

lution sociale est mis immédiatement à l'ordre du jour par la nécessité de la lutte contre le danger fasciste. Cette lutte défensive, de même que la révolution, ne peut être menée que par la C. N. T. et l'U. G. T. alliées et non par une des deux organisations isolée. Les expériences des dernières années l'ont prouvé. La domination d'une de ces organisations sur l'autre est impossible. Elles doivent s'entendre. En premier lieu, elles doivent combattre en commun le fascisme par l'action directe. En second lieu, elles doivent défendre en commun la révolution sociale qui naîtra de la défaite du fascisme. En troisième lieu, les travailleurs des régions autonomes décideront seuls du régime socialiste en Espagne. Les régions pourront avoir une structure différente répondant à la volonté des travailleurs qui les habitent. Les minorités s'y engageront à une collaboration loyale avec les majorités. Il ne peut, en aucun cas, être question d'une dictature, mais seulement d'une *démocratie ouvrière révolutionnaire socialiste de l'Espagne,* comme l'a dit l'éminent militant de la C. N. T., Orobon Fernandez, mort peu avant le putsch fasciste.

Le congrès décida enfin de limiter autant que possible au minimum les luttes pour des buts immédiats, les grèves générales et partielles et de concentrer toutes les forces pour la lutte décisive.

La C. N. T. a reconnu clairement, dès le début de 1936, ce qu'il importait de faire pendant les mois à venir. Son attitude tactique brillante, son sentiment sûr des possibilités et des nécessités du moment, se firent jour pendant les premiers mois de l'année et éclataient, à Saragosse, dans toutes les discussions des camarades. C'est cette clairvoyance qui permit le 19 juillet à la C. N. T. et à la F. A. I. de prendre une position aussi prépondérante dans l'Espagne toute entière et particulièrement en Catalogne et dans le Levant, au moment de la lutte contre le fascisme. Et ainsi, au moment critique de l'attaque fasciste en Catalogne, l'appel « Viva la F. A. I. ! » a pu devenir le cri de ralliement de tout un peuple.

Du mois de février au mois de juin, l'Espagne vit déferler une vague de grèves spontanées que la C. N. T. cherchait à canaliser. Mais les masses entrèrent en action elles-mêmes, le mouvement débordait. Le Front Populaire bourgeois, incapable, ne pouvait se décider à rien, tandis que les ouvriers syndicalistes et socialistes d'un côté, et le fascisme de l'autre, se préparaient au coup décisif. Là se trouvent les fronts véritables de la lutte en Espagne, et non pas entre un soi-disant gouvernement légal et des putschistes militaires quelconques. C'est la lutte entre le capitalisme et le socialisme qui a éclaté. Les combats de juillet avaient été annoncés par des milliers et des milliers de grèves générales et partielles dans le pays, qui toutes apportèrent des victoires inouïes aux travailleurs. En Catalogne, par exemple, les ouvriers syndicalistes licen-

ciés sous les régimes précédents, de droite ou de gauche, furent réembauchés dans toutes les branches. La même chose se produisit à l'échelle de l'Espagne entière pour les ouvriers combattants du mouvement d'octobre 1934. Des améliorations sociales furent arrachées. Des mouvements antifascistes, également, se produisaient : la C. N. T. à Madrid, bien qu'une minorité, entraîna le classe ouvrière dans une large grève générale de protestation contre le fascisme, la plus étendue que la capitale madrilène n'avait jamais connue.

APRES LE 19 JUILLET 1936

Simultanément, éclatent le putsch fasciste et l'action de défense des travailleurs et des républicains. La Catalogne et le Levant marchent à la tête de l'Espagne. Un mouvement populaire antifasciste se forme. Ce mouvement n'a rien de commun avec ce qu'on appelait et appelle Front Populaire, dans les autres pays et aussi en Espagne. Il ne s'agit pas d'une coalition des partis politiques en vue du maintien d'une certaine portion de pouvoir en faveur des partis de « gauche », le tout basé sur la sauvegarde du capitalisme. Dans le mouvement de lutte contre le fascisme, l'alliance ouvrière est devenue une réalité sans passer par la voie bureaucratique. La C. N. T. avait adressé immédiatement après le congrès sa proposition officielle d'alliance ouvrière à l'U. G. T. Le secrétaire général de l'U. G. T. répondit à la C. N. T. que le comité exécutif de son organisation approuvait la proposition cénétiste et qu'il préparait un referendum dans les rangs de l'U. G. T. à ce sujet. Le 19 juillet accéléra les choses.

Au milieu du mois de juillet encore, le régime d'Azana voulut arrêter le putsch fasciste par des concessions à la réaction. Le gouvernement Quiroga démissionna et l'homme de l'aile droite du soi-disant Front Populaire, Martinez Barrio, fut chargé de constituer un cabinet de réconciliation avec les putschistes. Or, Barrio ne put pas prendre sa charge. Le peuple se dressa avec indignation contre cette manœuvre. Il prit sa cause en ses propres mains ; il employa instinctivement, à ce moment historique de l'histoire espagnole et européenne, les armes que la C. N. T. avait apprises à connaître au travailleur espagnol : l'action directe, la grève générale et la lutte armée dans la rue.

La Catalogne et le Levant furent les premiers à tirer les conséquences de l'action défensive antifasciste ; ils l'élargirent et en firent la première phase de la révolution sociale.

Les comités antifascistes se saisirent en Catalogne et dans le Levant de tout le pouvoir public. Tout d'abord fut formé un comité des milices, ensuite un comité de ravitaillement et, enfin, un conseil économique antifasciste. Dans chacun de ces comités, les diverses tendances antifascistes

avaient leurs représentants : C. N. T. (3), F. A. I. (2), U. G. T. (3), Rabassaires (1), Parti socialiste-communiste unifié P. S. U. C. (1), Communistes oppositionnels P. O. U. M. (1), Républicains (4). La C. N. T. anarcho-syndicaliste concéda une représentation paritaire au syndicat socialiste U. G. T., pour fonder les bases de l'alliance ouvrière. Animée du même esprit, la C. N. T. demande aujourd'hui la formation d'organes de lutte antifascistes dans toute l'Espagne et dans toutes les régions. Dans ces organes, les deux grandes organisations syndicales devront toujours jouir de la parité numérique. La C. N. T. exige cette parité, en compensation de son attitude en Catalogne, aussi dans les régions où l'anarcho-syndicalisme représente une minorité en face des syndicats socialistes. Plus tard, les différents comités furent remplacés par un nouveau conseil exécutif de la Généralité en Catalogne, qui doit être considéré comme l'organe placé à la tête du grand mouvement populaire antifasciste et non comme un gouvernement de parti de l'ancien style. Les rapports de forces y sont semblables à ceux dans les précédentes formations. A côté du nouveau conseil, le Conseil économique subsiste. Son programme économique a été adopté par le nouvel organe. Dans toutes les communes de Catalogne, de nouveaux conseils municipaux furent formés suivant le rapport des forces des Comités de milices.

Un développement semblable se fit dans le Levant, influencé fortement par les anarcho-syndicalistes. Là, le Comité exécutif populaire prit en main toutes les fonctions politiques, le Conseil économique, composé exclusivement par la C. N. T. et l'U. G. T., toutes les fonctions économiques de la région. Dans l'Aragon également, fut créé un organe de cet ordre : le « Conseil de défense d'Aragon ». Toutes ces nouvelles formations se situent sur un même plan. Elles servent la révolution, destituent les vieilles institutions politiques, ont jailli directement du mouvement populaire et constituent une garantie de développement dans la direction qui correspond à la volonté de liberté du peuple espagnol. Si l'Espagne lutte aujourd'hui contre la dictature des généraux, ce n'est pas pour mettre à leur place une autre dictature, ni pour défendre la démocratie capitaliste corrompue et incapable. Elle combat pour le fédéralisme et le socialisme.

La C. N. T. et la F. A. I. n'ont nullement abdiqué cette attitude principielle par leur entrée dans le gouvernement de Caballero. Devant une situation donnée, la C. N. T. considéra le cabinet comme le conducteur de la guerre, et jugea ne pouvoir pas rester plus longtemps en dehors. Un mouvement qui contrôle à tout moment environ deux millions de travailleurs dans toute l'Espagne et qui a fourni le principal contingent de miliciens antifascistes, devait participer aussi officiellement à la conduite de ces milices ; il l'accepta donc en entrant dans le gouvernement de la république, car elle ne voulait pas compromettre la lutte

contre le fascisme, au moment de la concentration ultime des forces, par des querelles de compétence et de forme. Les idées de la C. N. T. sur la révolution et le socialisme restent inaltérées devant cette mesure, comme le prouve la poursuite du développement social en Catalogne-Levant.

LA COLLECTIVISATION PAR LE PEUPLE

Le mouvement de collectivisation et de socialisation en cours en Catalogne et dans le Levant ne présente aucun caractère de socialisme d'état bureaucratique. Il s'agit d'un socialisme ouvrier syndicaliste qui se développe à partir de la base. Le Conseil économique coordonne et organise. il ne décrète pas. Le conseil exécutif de la Généralité sanctionne toutes les décisions des comités et se rend compte, d'après les paroles du président Companys, que la population catalane penche vers l'anarcho-syndicalisme et édifie selon ses principes. Au milieu de la guerre civile, les syndicats de la C. N. T. ont entrepris en Catalogne et dans le Levant un travail constructif gigantesque pour transformer les relations sociales et culturelles. Ils ont été bien secondés dans quelques cas, et surtout dans le Levant, par l'U. G. T.

L'ACTIVITE DE LA C. N. T.

L'activité de la C. N. T. au cours de la guerre civile ne pouvait pas être couronnée encore par la lutte immédiate pour la réalisation du communisme libertaire. Une base d'entente avec les partis politiques participant à la lutte commune contre le fascisme devait être trouvée. Cependant le mouvement de collectivisation de cette étape déjà révèle visiblement des traits libertaires. La collectivisation est réalisée par les syndicats, leur activité n'est que coordonnée par le Conseil économique et le Conseil exécutif de la Généralité. Ce sont les ouvriers qui en prennent l'initiative. Vu sous cet angle, l'U. G. T. socialiste travaille, elle aussi, dans le sens du syndicalisme et non pas du socialisme d'état. Les Plenum des syndicats catalans de la C. N. T., pendant les mois de lutte, montrent d'une façon évidente le caractère du développement social en Catalogne.

En Catalogne, les ouvriers et les paysans procèdent eux-mêmes à l'édification d'un nouvel ordre social. Le pays s'achemine vers le socialisme. Ce socialisme n'est pas décrété d'en-haut, il n'est pas le produit de la dictature d'un parti politique. C'est un nouvel ordre social libertaire qui repose sur la collaboration d'organisations économiques autonomes des producteurs et consommateurs du pays. Le socialisme des ouvriers catalans n'est pas un système économique politiquement dirigé suivant le mode autoritaire ; il se base sur la coordination des efforts constructifs de syndicats indépendants de toute contrainte politique. Pour

la première fois, nous voyons se réaliser ici la vieille formule de la Première Internationale : *L'émancipation des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes*.

Ce sont les ouvriers et les paysans organisés qui décident librement de la nouvelle constitution sociale de leur pays. Après des journées de luttes acharnées dans les rues de Barcelone, des milliers de prolétaires catalans partirent aux fronts de la guerre civile dans l'Aragon. Les meilleurs fils de la classe ouvrière catalane sont engagés depuis fin juillet 1936 dans une lutte tenace contre le fascisme, une lutte sanglante pour chaque pouce de terrain. Mais, en même temps, les ouvriers et paysans du pays ont entrepris une œuvre de réorganisation qui n'a pas sa pareille dans l'histoire des luttes sociales modernes. Au mois d'août déjà se réunirent à Barcelone des syndicats de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de paysans pour élaborer et fixer les normes de la collectivisation de l'agriculture. Immédiatement après eut lieu le Plenum anarcho-syndicaliste de la reconstruction. Là, les délégués se consultèrent pendant plusieurs jours et plusieurs nuits sur la socialisation de l'industrie. Ces ouvriers discutèrent et décidèrent des problèmes fondamentaux de l'économie catalane, animés de l'esprit de sacrifice le plus grand et pénétrés d'une profonde connaissance des problèmes qu'ils avaient à résoudre. Cette assemblée économique fut suivie par une nouvelle conférence des syndicats ouvriers catalans qui prirent position, au cours d'une consultation de deux jours, en face du problème de l'organisation scolaire et éducative ; c'était ce qu'on a appelé le Plenum de la culture, où des prolétaires catalans de la ville et de la campagne, organisés syndicalement, examinèrent les questions de la reconstruction culturelle. Sur la large base de congrès syndicaux publics où la parole est donnée aux délégués ouvriers même venus du coin le plus perdu de la campagne, furent ainsi fixées les lignes du développement culturel du pays. Ensuite, les fédérations locales, régionales et provinciales des syndicats les ont appliquées dans les communes, les régions et les provinces de Catalogne à la vie économique et culturelle. Le « Plenum de la Culture » des syndicats catalans concentra le plus fort de son attention sur la question scolaire. Les délégués du congrès discutèrent à fond les détails de la nouvelle organisation scolaire. En voici les résultats : Il sera créé un Conseil des parents dans chaque école populaire pour contrôler l'école et travailler en collaboration avec les instituteurs et le Comité scolaire d'unité. Dans les écoles supérieures, on formera des Conseils communs aux élèves et aux professeurs qui fixeront le plan d'études. En plus, de nouvelles Ecoles Normales devront être fondées où seront formées également des forces non professionnelles s'intéressant à la pédagogie. Le développement futur de la vie scolaire en Catalogne et l'activité des représentants anarcho-syndicalistes dans le Comité scolaire

d'unité devront être contrôlés constamment par les syndicats et soutenus activement par eux. Les syndicats devront aussi intensifier leurs efforts en vue d'éduquer les adultes. Tels furent les résolutions du Plenum de la culture des anarchistes et anarcho-syndicalistes.

Une vue d'ensemble des conférences tenues par les organisations anarcho-syndicalistes à Barcelone de juillet à octobre laisse apercevoir clairement la ligne de développement du mouvement révolutionnaire en Catalogne. De la lutte défensive contre le fascisme, menée en commun depuis des mois par la classe ouvrière et la bourgeoisie de gauche, se dégage un courant de renouvellement social qui est caractérisé par les tendances d'un socialisme constructif syndicaliste. Il repousse de plus en plus aussi les vieilles formes politiques de la démocratie bourgeoise et les remplace enfin par des nouveaux organes des producteurs et des consommateurs, prenant naissance à la base, administrant par eux-mêmes leurs affaires sociales, politiques et culturelles et organisant la défense de la révolution. Cette tendance, clairement visible en Catalogne, se répand dans d'autres régions d'Espagne et influence déjà fortement toute la région de Valence.

A Barcelone, chaque tramway, chaque taxi, chaque voiture du métro, chaque autobus, chaque cinéma et chaque théâtre portent aujourd'hui les initiales « C. N. T. ». Dans les différents quartiers de la ville, les couleurs (rouge et noir) des anarcho-syndicalistes signalent les sièges des syndicats. Ce n'est pas là de l'égoïsme de tendance des ouvriers syndicalistes. Au contraire, c'est l'expression fière de la conviction que les ouvriers *eux-mêmes* sont les seuls soutiens de la révolution ; que les *entreprises* sont les cellules et les forteresses de la construction socialiste. Les travailleurs se déclarent émancipés et libres de toute tutelle. Ils affirment la justesse de l'idée que le socialisme n'est pas la découverte et l'œuvre de sages « chefs » qui tiennent le gouvernail de l'Etat dans leurs mains, mais qu'il repose sur les réalisations de production et d'administration des ouvriers dans les usines, dont l'organisation propre imprime à la nouvelle économie ses caractéristiques et son rythme vital.

LA QUESTION AGRAIRE

Le quotidien *CNT* de Madrid, organe central anarcho-syndicaliste, écrivait en octobre à propos de la question agraire :

« Le Ministère espagnol de l'Agriculture a promulgé un décret, suivant lequel toutes les terres appartenant à des personnes compromises dans le mouvement fasciste doivent être étatisées. Comme tant de fois déjà, l'Etat suit en boîtant les faits sociaux. Les ouvriers agricoles espagnols n'ont pas attendu la solution par décret de cet important problème. Ils ont précédé le gouvernement et partout où le putsch fas-

ciste a été abattu, mais aussi là où il n'avait pas éclaté, ils ont occupé les terres et ont fait la révolution à la base. Les travailleurs agricoles donnent les preuves d'une compréhension claire des nécessités du problème agraire, ils sont mieux orientés que l'Etat. Sans aucune différenciation, ils exproprièrent *tous les grands propriétaires fonciers*. La justice sociale, la nécessité d'en finir avec le féodalisme en Espagne, les ont conduits dans cette voie. La socialisation de la terre par les ouvriers eux-mêmes est la seule solution viable. Si la socialisation de la terre ne s'était étendue qu'aux putschistes à punir, cela n'aurait nullement abouti à la liquidation des problèmes agraires.

« Les pouvoirs publics doivent comprendre que le 19 juillet a brisé définitivement la continuité de la légalité démocratique. Les privilèges de l'ancien ordre social sont prescrits, une nouvelle vie germe. Les syndicats des ouvriers agricoles ont collectivisé la terre et la production, et voici que le gouvernement déclare que la terre doit être expropriée en faveur de l'Etat. Cela constitue une méconnaissance de la volonté révolutionnaire des masses. En Catalogne et dans le Levant ont eu lieu déjà des congrès de syndicats agricoles. Des conférences régionales de tels syndicats se sont tenues dans d'autres districts de l'Espagne, même dans la Castille social-démocrate. Dans plusieurs de ces conférences, l'U. G. T. socialiste fut représentée parce qu'elle aussi perçoit clairement la nécessité du moment. Toujours le mot d'ordre se fit entendre : *Socialisation de la terre par et pour les travailleurs ! Socialisation et non étatisation ! Prise en charge de la production par les organisations de classe des ouvriers !* C'est là le but final logique du mouvement ouvrier, de la C. N. T. comme de l'U. G. T. Si on le repoussait, il ne vaudrait même pas la peine d'édifier des syndicats. Or, les organisations ouvrières ont le but d'administrer la production. Le moment est venu de faire preuve de leurs capacités. Les syndicats portent toute la responsabilité de la reconstruction sociale, les gouvernants devraient le comprendre.

« La révolution a créé ses propres organes d'expression. Ces organes reflètent les nécessités de la lutte et de la reconstruction. Toute étape historique a ses formes d'expression propres, trouvant les institutions correspondantes à ses besoins. Il s'agit de reconnaître la direction dans laquelle le peuple avance pour modeler les destinées de la nouvelle Espagne. L'Etat doit reconnaître ce qui se fait sur les terres espagnoles. Si les organisations des ouvriers agricoles socialisent la terre et la production, il n'a qu'à sanctionner cette mesure. »

Depuis, la collectivisation a fait des pas de géant en Catalogne, au Levant, en Andalousie et, surtout, dans la partie libérée de l'Aragon, où des dizaines de milliers de paysans ont établi le communisme libertaire sans limites entre les terroirs, sans argent, et sans inégalités d'un village à l'autre.

LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION ECONOMIQUE EN CATALOGNE

Pour montrer à quel point profond les travailleurs catalans ont modifié l'économie de leur pays en trois mois seulement, nous voulons reproduire ici encore quelques documents du mouvement antifasciste catalan. Quand les ouvriers eurent, dans les usines mêmes, accompli la socialisation et créé de nouveaux corps administratifs, quand ils eurent entrepris l'étude des conditions économiques de chaque industrie et branche commerciale, le Conseil économique, composé de toutes les tendances antifascistes, publia le programme général suivant exprimant les tendances fondamentales du mouvement tout entier :

« Règlementation de la production en accord avec les besoins de la consommation.

« Contrôle du commerce extérieur.

« Collectivisation de la grande propriété terrienne, respect de la petite propriété.

« Dévalorisation partielle de la propriété urbaine par la réduction des loyers et la diminution du revenu des propriétaires.

« Collectivisation de la grande industrie, des services publics et des transports.

« Requisition et collectivisation de toutes les entreprises abandonnées par leurs propriétaires.

« Développement de la Coopération sur le terrain de la distribution et collectivisation des grandes entreprises distributives.

« Contrôle ouvrier des banques jusqu'à la nationalisation complète du système bancaire.

« Contrôle ouvrier sur toutes les entreprises qui constituent l'artisanat et la petite industrie.

« Résorption intégrale, dans l'agriculture et l'industrie, de tous les chômeurs par la revalorisation des produits agricoles et le retour des travailleurs à la terre. Création de nouvelles branches industrielles, électrification de la Catalogne, etc...

« Suppression de tous les impôts indirects. »

Plus tard, la création d'une règlementation générale devint nécessaire pour la collectivisation, règlementation basée sur la généralisation des faits et données existants dans la pratique. Le Conseil exécutif de la Généralité publia ce règlement en novembre. L'auteur en est un représentant de la C. N. T. au Conseil économique et dans la Généralité, le camarade Fabregas. Il est libellé ainsi :

« La production est collectivisée, mais l'artisanat et la petite industrie restent propriété privée, de même que les biens des coopératives de consommation.

« Toutes les entreprises occupant cent ouvriers ou plus au 30 juillet, sont collectivisées d'office. Les entreprises occupant moins de cent ouvriers ne sont collectivisées d'office qu'au cas où le propriétaire était fasciste ou a abandonné son entreprise après la révolution. Les entreprises de moins de cent ouvriers peuvent être collectivisées aussi, si la simple majorité des ouvriers et le où les propriétaires en sont d'accord. Ces entreprises peuvent même être collectivisées sans l'assentiment du patron au cas où 75 % des ouvriers le demandent. En plus, le Conseil économique peut réaliser de sa propre initiative la collectivisation des petites entreprises, si certains intérêts de l'économie générale l'exigent.

« Les tribunaux populaires décident de la question si un propriétaire est fasciste ou non.

« Sont considérés comme ouvriers toutes les personnes participant à l'activité productrice, qu'il s'agisse de travaux manuels ou intellectuels.

« Dans les entreprises collectivisées, les ex-propriétaires sont acceptés en tant qu'ouvriers et mis à des places correspondantes à leurs capacités.

« Dans les entreprises où des intérêts étrangers sont en jeu, la forme de l'expropriation est fixée par une assemblée commune de tous les intéressés avec le Département économique de la Généralité.

« La direction des entreprises collectivisées repose dans les mains des Conseils d'usine, élus en assemblée générale d'usine. Ces conseils doivent se composer de cinq à quinze membres. La durée de participation au Conseil est de deux ans ; chaque année, la moitié des membres doit être remplacée.

« Les anciennes Directions, Conseils administratifs et de Commission de contrôle, disparaissent complètement.

« Les Conseils d'usine sont responsables devant l'Assemblée plénière de l'entreprise et devant le Conseil général de la branche d'industrie.

« En commun avec le Conseil général de leur branche d'industrie, ils règlent la marche de la production.

« En plus, ils règlent les questions des dommages du travail, des conditions de travail, des institutions sociales, etc...

« Le Conseil d'usine désigne un directeur. Dans les entreprises occupant plus de 500 ouvriers, cette nomination doit se faire en accord avec le Conseil économique. Chaque entreprise nomme en plus, comme représentant de la Généralité, un des membres du Conseil d'usine, en accord avec les ouvriers.

« Les Conseils d'entreprise tiennent au courant de leurs travaux et de leurs plans aussi bien l'Assemblée plénière des ouvriers que le Conseil général de leur branche d'industrie.

« Au cas d'incapacité ou de refus d'application des décisions prises, des membres du Conseil d'usine peuvent être destitués par l'Assemblée plénière ou par le Conseil général de leur branche d'industrie.

« Si une telle destitution est prononcée par le Conseil général de l'industrie, les ouvriers de l'entreprise peuvent en appeler et le Département de l'économie de la Généralité décide du cas après avoir entendu le Conseil économique antifasciste.

« Dans l'économie non-collectivisée, les petites entreprises formeront leur Conseil de contrôle ouvrier, dont l'activité s'étendra à la direction des affaires et de la production dans l'entreprise aussi bien qu'aux conditions sociales.

« Les Conseils généraux des branches d'industrie sont composés de : 4 représentants des Conseils d'usine, 8 représentants des syndicats suivant les proportions des différentes tendances syndicales dans l'industrie et 4 techniciens envoyés par le Conseil économique antifasciste. Ce comité travaille sous la présidence d'un membre du Conseil économique.

« Les Conseils généraux des industries s'occupent des problèmes suivants : organisation de la production, calcul des prix de revient, éviter la concurrence entre les entreprises, étude des besoins de produits dans l'industrie, étude des marchés intérieurs et extérieurs, élaboration de propositions sur la fermeture et la nouvelle création d'entreprises, fusions, etc..., étude et propositions sur le terrain des méthodes de travail, suggestions sur la politique douanière, édification de centrales de ventes, acquisition des moyens de travail et des matières premières, attributions de crédits, installation de stations techniques d'essais et de laboratoires, de statistiques de production et des besoins de consommation, de travaux préliminaires pour le remplacement des matériaux étrangers par des matières espagnoles, etc...

« Les branches d'industrie sont organisées suivant les affinités de production de groupes d'entreprises, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la manufacture du produit marchand. »

CROISSANCE DE LA C. N. T.

L'organisation libertaire croît dans toutes les régions du pays. La C. N. T. contrôle aujourd'hui environ 2 millions d'ouvriers.

Nous donnerons ici les chiffres exacts de la Catalogne seulement, vieille région cénétiste, et de la Castille, où la C. N. T. représentait toujours une minorité. Elle y a subi, au cours de la guerre civile antifasciste, un développement tempétueux.

Au Plenum de la reconstruction à Barcelone, cité plus haut, 327 syndicats furent représentés.

De la statistique de ces syndicats, il résulte que la C. N. T. contrôlait en octobre en Catalogne plus de 600.000 (six cents mille) travailleurs.

Ces chiffres éclairent clairement l'importance de la Fédération régionale catalane de la C. N. T. La Catalogne est le pays typique de la Confédération Nationale du Travail.

A Madrid a eu lieu un Plenum des syndicats de la C. N. T. de Castille. Le mouvement a pris un grand élan dans cette région traditionnelle de domination de la social-démocratie et de la bureaucratie ministérielle. De 7.000 membres au début de la dernière réorganisation légale, elle est montée à 70.000 en septembre. Depuis les premiers mois de cette année surtout, la C. N. T. joue un rôle toujours plus considérable en Castille dans la direction des grandes luttes sociales. Il est connu que la C. N. T. a été la conductrice de toutes les grandes grèves à Madrid ; bien qu'elle soit une minorité, elle a su conquérir toujours de nouveau les sympathies des masses de l'U. G. T.

Un Plenum de la C. N. T. du Levant s'est réuni tout récemment (province de Valence). Il a rassemblé les délégués de 300.000 ouvriers.

LE CARACTERE LIBERTAIRE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Dans un meeting tenu à Sueca en octobre 1936, le camarade valencien Juan Lopez a fait ressortir le caractère libertaire, hostile à toute dictature, qui caractérise la révolution ibérique. Voici ses paroles :

« Nous avons à réaliser quelque chose qui devra servir d'exemple à toutes les révolutions et que seuls les travailleurs espagnols pourront montrer au monde. C'est de changer la société en *évitant la dictature,* qu'elle vienne d'un seul parti ou de tous les partis réunis formant le bloc des forces antifascistes. Au cours des trois mois de mouvement antifasciste armé et de travail révolutionnaire à l'arrière-garde, les régions de l'Espagne ont accompli leur renaissance à une nouvelle vie autonome. Le pouvoir central avec ses organes a fait place politiquement et économiquement à une Espagne fédéraliste. Au moment critique, il y a trois mois, il n'existait plus de gouvernement. Toutes les articulations de l'Etat étaient brisées, aucun de ses organes capitalistes ne fonctionnait plus. A cette époque, toute l'organisation politique et économique du vieux régime reçut le coup de grâce. Mais l'Espagne continua à vivre, ses villes et ses villages, ses régions vivaient et s'exprimaient sans avoir le moins du monde besoin des organes de l'Etat, ni des directives du gouvernement central qui était tombé en poussière devant la révolte militaire fasciste.

« Les représentants du vieux régime, camouflés dans toutes les organisations politiques et même dans le gouvernement, sont intéressés à présent à recoller les morceaux cassés, à faire fonctionner à nouveau ses organes étatiques, à recréer un nouvel Etat centraliste espagnol.

« Là réside le danger immédiat d'une dictature. Nous sommes en face d'une lutte entre la jeune force de vie et le régime mourant qui essaie de prolonger son agonie. Faute de pouvoir y parvenir par la persuasion et par l'entretien de l'illusion démocratique, ce régime, tôt ou tard, est obligé d'en appeler à la violence et même à la terreur. Notre tâche, au moment présent, est de reconnaître les réalités de la révolution espagnole et faire front contre le danger, non par un flux de belles paroles, mais par une organisation parfaitement souple, un rassemblement harmonieux de toutes les forces antifascistes. Il faut éviter la dictature parce que celle-ci ne peut qu'étouffer le caractère spécifique de la révolution espagnole. »

L'anarcho-syndicalisme espagnol cherche donc à gagner aussi l'U. G. T. et à l'associer à ses efforts. La C. N. T. se propose de réaliser la destitution de la bureaucratie d'Etat, en commun avec l'U. G. T., et de pourvoir à son remplacement par les organes propres du mouvement antifasciste, non seulement en Catalogne, mais également à Madrid et dans toutes les régions espagnoles. L'appareil de la bureaucratie d'Etat s'est montré inutilisable dans la lutte contre le fascisme, sans parler de la construction ultérieure du socialisme. La révolution doit donc former ses organes propres, spécifiques et nouveaux. Un gouvernement de concentration socialo-bourgeoise à Madrid n'a rien d'un organe révolutionnaire. Ce n'est qu'une tentative faiblarde de continuer la légalité bourgeoise. Or, ce ne sont pas les forces de la légalité bourgeoise, mais les travailleurs qui ont pris en mains la cause du peuple toute entière, et qui doivent assumer dans leurs organisations de lutte la responsabilité directrice. Les organisations ouvrières seules peuvent donner aussi, dans une mesure croissante, un contenu social à la révolution, comme cela s'est produit d'abord en Catalogne et au Levant. Le socialisme espagnol qui jaillira du mouvement populaire antifasciste ne peut être une dictature, mais le résultat d'un travail constructif, d'une libre communauté entre la C. N. T. et l'U. G. T. La C. N. T. et la F A I n'ont pas lutté contre le fascisme et ne se tiennent pas aux avant-postes de toute l'Espagne, pour admettre qu'une nouvelle tyrannie se substitue à l'ancienne ; ils luttent contre tout pouvoir spécial se superposant à la classe des travailleurs.

La présence de membres de la C N T et de la F A I dans les organes du gouvernement n'est qu'un compromis transitoire imposé par les circonstances, un recul momentané dans la révolution. Car celle-ci n'a pas d'autre instrument que les masses organisées sur le terrain de la commune et de l'atelier.

L'ANARCHISME ESPAGNOL ET LE RENOUVEAU DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Les derniers événements d'Espagne ont ramené les regards du monde sur l'anarchisme espagnol : la C. N. T. et la F. A. I., vouées à la mort depuis longtemps par les théoriciens les plus savants. Ils ont prouvé que leur mouvement vivant était enraciné profondément dans les masses populaires espagnoles et que ces masses, imprégnées des idées anarchistes et orientées vers leur réalisation, avaient une capacité de combat et d'organisation qui les plaçait à cent coudées au-dessus du mouvement ouvrier d'Allemagne, réputé pour son éducation et son organisation. Ce mouvement a capitulé sans lutte devant le fascisme, parce qu'il s'était figé dans un bureaucratisme centraliste et bonzocratique. Il avait perdu, depuis longtemps, toute capacité socialiste.

La C. N. T. et la F. A. I. ne se sont jamais laissées corrompre par le système bourgeois. Elles sont toujours restées des mouvements populaires purs. Dans leur sein, il n'y avait aucune bureaucratie, aucun professionnalisme de chefs, aucune clique de fonctionnaires avec maisons syndicales, salaires progressifs, sinécures d'Etat et droits de pensions, aucun fonds de soutien pour ses membres en cas de grève et de chômage. La C. N. T. était et reste purement un mouvement de combat. Elle a su éduquer des centaines de milliers d'ouvriers, en faire des combattants qui, au moment décisif, étaient toujours à leur place et savaient toujours comment agir. Et avant tout, ils étaient toujours conscients que seul par leurs propres forces, ils pourraient lutter, *eux-mêmes,* et non les chefs, ni les parlementaires, ni les fonctionnaires, pour l'émancipation sociale. Les camarades dirigeants de la C. N. T. et de la F. A. I. n'ont jamais bénéficié d'un privilège. Ils ont passé leur vie dans les usines, sur les chantiers, dans les mines et les champs — et dans les prisons des gouvernements de « droite » et de « gauche ». C'est pour cela qu'ils ont été continuellement traités de bandits par tous ceux qui voyaient dans le mouvement ouvrier avant tout une bonne carrière à décrocher.

Pendant les mois qui ont suivi le putsch fasciste, de nombreux étrangers sont venus en Espagne : des ouvriers et des intellectuels, soit comme journalistes, soit pour se mettre à la disposition de la révolution. Des centaines d'entre eux furent entraînés par l'esprit du mouvement catalan, par l'enthousiasme libertaire espagnol et devinrent anarchistes. La plupart ne connaissaient de l'anarchisme que ce que l'ignorance et la calomnie de parti avaient essayé depuis des années d'enfoncer dans les crânes : c'est une secte de mystiques, une horde de maniaques, ou de « criminels organisés », une troupe auxiliaire de Gil Robles. Cette dernière version avait été lancée, il y a peu d'années, dans une des princi-

pales revues de l'émigration allemande par un journaliste globe-trotter et boulevardier, qui reconnaît publiquement aujourd'hui, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, avoir eu à reviser certains préjugés conçus contre les anarchistes espagnols.

Nous citons, à titre d'exemple, les déclarations d'un antifasciste italien bien connu : Carlo Rosselli, ex-professeur d'Economie politique à Gênes. Rosselli fut condamné en Italie comme antifasciste à trois ans de travaux forcés, gagna ensuite l'Espagne et dirige la section italienne de la colonne Ascaso sur le front de Huesca, où il a été blessé. Rosselli n'est pas anarchiste. Mais il a étudié les réalités espagnoles et il a dit ce qu'il a vu. Il écrit entre autres :

« Le sort de l'Espagne dépend actuellement de la Catalogne. Le pessimisme qui domine dans certains cercles, qui nous sympathisent, me semble non justifié. Même Madrid menacée et une partie considérable de l'Espagne du Sud se trouvant sous la botte des fascistes, tout le littoral de la Méditerranée et la Catalogne restent essentiellement antifascistes et enthousiastes. Or, la Catalogne comprend une grande partie de la population espagnole, la moitié des richesses du pays et les trois quarts de son industrie. L'armée catalane se trouve devant Saragosse. En trois mois, la Catalogne a su remplacer le vieux régime social écroulé par un système nouveau ; et elle le doit surtout aux anarchistes qui ont fait preuve d'un remarquable esprit de modération, de réalités et d'organisation.

« Barcelone présente maintenant une physionomie tout à fait normale. Tous les services publics, tous les théâtres fonctionnent normalement. Dans toutes les administrations palpite la vie d'une révolution vraiment constructive.

« En Catalogne, toutes les forces révolutionnaires se rallièrent à un programme réel syndicalo-socialiste : socialisation de la grosse industrie et des *latifundia* (exception faite des étrangers) ; respect de la petite propriété, etc...

« L'anarcho-syndicalisme, autrefois méconnu, outragé, déploie des capacités constructrices formidables. Santillan, anarchiste et chef d'état-major des milices catalanes, m'a parlé de la reconstruction de la grosse industrie militaire. Et, en effet, nous avons pu nous rendre compte de la valeur de cette mobilisation industrielle sur le front même. Nous sommes allés sur le front en vêtements de treillis, ayant une chemise et une paire d'espadrilles. Actuellement, nous nous transformons lentement en une armée bien équipée.

« Miracle ! Miracle dont il faut chercher le secret dans l'enthousiasme révolutionnaire du peuple, ainsi que dans les capacités des syndicats et de leurs dirigeants.

« Je ne suis pas anarchiste ; mais j'estime de mon devoir devant la justice de proclamer franchement mon opinion sur la nature de l'anarchisme catalan, qui est trop souvent présenté comme une force purement critique et destructrice, voire criminelle. L'anarchisme catalan est, malgré tout, un très grand courant dans le mouvement ouvrier occidental, Il descend de Proudhon et de Bakounine et il a toujours mis en relief la mission historique d'une organisation ouvrière économique. Les communistes libertaires de Catalogne sont des « volontaristes » pour lesquels la vie sociale, dans son ensemble, n'est pas le résultat d'un développement mécanique des forces productrices, mais celui de la volonté créatrice et de la lutte des masses. Leur point de départ est l'individu. D'après eux, la révolution doit avoir l'*homme* et comme point de départ, et comme instrument, et comme but. Pas de règlements bureaucratiques, mais une association libre d'hommes libres.

« Une sorte d'*humanisme libertaire,* telle est l'essence de l'anarchisme catalan qui est un mouvement imbu de culture. La culture est sa passion. Son plus grand martyr est un instituteur, un pédagogue : *Francisco Ferrer*. Les « anarchistes illégalistes » : les Durruti, Ascaso, Jover, Oliver fondèrent à Paris une librairie au moment où on les poursuivait en Catalogne en tant que bandits.

« Une nouvelle formule de démocratie sociale naît aujourd'hui en Catalogne : une sorte de synthèse théorique et pratique de l'expérience russe et de l'héritage occidental.

« L'anarchisme catalan est une force jeune et fraîche, ayant en même temps une base solide. Sur certains points, il est, peut-être, quelque peu primitif, mais d'autant plus ouvert à l'avenir.

« Ses dirigeants ne sont pas des hommes âgés, ramollis par le parlementarisme. Ce sont, pour la plupart, de jeunes révolutionnaires n'ayant pas plus de 30 à 35 ans, mûris et bien trempés dans des années de prison et d'exil et possédant, comme tous les Catalans, un bon sens pratique.

« Je suis resté sur le front 75 jours avec les anarchistes, je les admire.

« Les anarchistes catalans sont l'avant-garde héroïque de la Révolution occidentale. Avec eux naît un monde nouveau, et c'est une grande joie de le servir.

« Vous, révolutionnaires doctrinaux de Madrid, hommes de la IIe et IIIe Internationales, réformistes, vous qui vous y embrouillez ! Lorsqu'il s'agit de l'anarchisme, pensez aux journées des 19 et 20 juillet à Barcelone : n'oubliez pas que l'un des meilleurs généraux fascistes, le nommé Godet, avait préparé scientifiquement, et de longue date, l'attaque foudroyante de la Catalogne. Les points stratégiques furent occupés à l'avance par 40.000 hommes. Théoriquement, Barcelone était tombée...

« Le destin de l'Espagne est entre les mains de la Catalogne. Le socialisme et le communisme autoritaires observent avec angoisse ce phénomène qui dépasse leurs formules écrites. »

Voici les paroles de Rosselli. Nous devons ajouter que l'anarchisme et le syndicalisme espagnols ne se limitent nullement à la Catalogne. Ils sont répandus dans le pays tout entier et groupent partout des masses derrière eux. Les forces démocratiques de tous les pays, les travailleurs à orientation socialiste et communiste ne devraient pas ignorer plus longtemps : elles ont beaucoup à apprendre de lui.

Un fleuve de renouveau moral peut couler de l'Espagne révolutionnaire et féconder tous les pays de l'Europe. En Espagne vit encore une classe ouvrière qui n'est pas disciplinée artificiellement et dont les chefs ne représentent pas un « Etat bureaucratique dans l'Etat », mais un mouvement d'expression vitale de la volonté populaire révolutionnaire en elle-même.

Là jaillit la source des forces de l'anarchisme ibérique, cette source d'énergie combattive, organisatrice, révolutionnaire inépuisable qui s'est tarie depuis longue date dans les mouvements ouvriers des autres pays, bureaucratisés politiquement, empoisonnés par le parlementarisme et l'autorité.

Dans le mouvement antifasciste espagnol, combattent des ouvriers et des républicains de différentes tendances. Toutefois, on peut dire : le fascisme aurait triomphé depuis longtemps en Espagne, si l'action de défense avait été menée par les seules forces appelées légales de la république ou les organisations du Front Populaire parlementaire. Les ouvriers révolutionnaires donnent au mouvement son vrai visage. Le mouvement de juillet n'aurait pas surgi en Espagne sans la C. N. T. et la F. A. I. Ces deux organisations imprimeront à la nouvelle Espagne des traits importants de sa nouvelle physionomie sociale et culturelle. Le socialisme espagnol ne sera pas calqué sur l'Etat fasciste totalitaire ; il n'impliquera pas une dictature d'un petit groupe politique sur les masses travailleuses. Le socialisme en Espagne sera basé sur la liberté, l'initiative et l'action directe des unités économiques organiques de producteurs et de consommateurs, des syndicats, des communes, cantons et régions. L'esprit du 19 juillet y restera vivace. Et ce socialisme sera un exemple pour toutes les révolutions européennes qui suivront ce premier soulèvement social-révolutionnaire d'un peuple contre le fascisme.

Travail typographique exécuté par des ouvriers syndiqués à la *Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire* (C. G. T. S. R.), organisation-sœur de la C N T espagnole au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (A. I. T.).

LE SERVICE DE DOCUMENTATION DE

L'HOMME RÉEL

13, RUE VALETTE PARIS V°

NOUS TENONS A LA DISPOSITION DE NOS ABONNÉS ET LECTEURS UNE DOCUMENTATION COMPLÈTE ET SOIGNEUSEMENT MISE A JOUR.

N'IMPORTE QUEL LIVRE TRAITANT DE QUESTIONS INTERNATIONALES, POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, COLONIALES, SOCIALES, LITTÉRAIRES, ARTISTIQUES OU SCIENTIFIQUES, AINSI QUE LES PÉRIODIQUES IMPORTANTS CONTENANT DES ARTICLES SUR CES QUESTIONS SERONT, SUR DEMANDE, FOURNIS PAR RETOUR DU COURRIER EN CE QUI CONCERNE LES PUBLICATIONS FRANÇAISES, ET DANS LE PLUS BREF DÉLAI POSSIBLE POUR CE QUI EST DES PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES.

NOUS SOMMES SPÉCIALEMENT ORGANISÉS POUR VOUS PROCURER RAPIDEMENT LES PUBLICATIONS DES GOUVERNEMENTS, SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES NOTAMMENT.

TOUTE PERSONNE QUI NOUS FERA DES COMMANDES BÉNÉFICIERA DE NOS SERVICES BIBLIOGRAPHIQUES, QUI LA RENSEIGNERONT D'UNE FAÇON EXACTE ET RAPIDE.

ENVOYEZ-NOUS VOTRE ADRESSE ET VOUS RECEVREZ GRATUITEMENT, CHAQUE MOIS, LA BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE DES OUVRAGES PARUS EN FRANCE.

POUR ÉVITER LES FRAIS DE REMBOURSEMENT FAITES OUVRIR UN COMPTE-LIBRAIRIE AU SERVICE DE DOCUMENTATION DE L'HOMME RÉEL (LIBRAIRIE DU PHARE) 13, RUE VALETTE PARIS V° EN VERSANT AVEC VOTRE COMMANDE UNE SOMME PROPORTIONNÉE AU MONTANT DE CETTE COMMANDE.

LE MOUVEMENT OUVRIER SYNDICALISTE EST LA SEULE FORCE CAPABLE DE SORTIR LE MONDE DU CAHOS, D'INSTAURER UNE SOCIÉTÉ PLUS LIBRE, PLUS JUSTE ET PLUS HUMAINE.

Imp. L. CARIO, 13, Pass. Trubert-Bellier, Paris-13e

Le Gérant : Régis LAMBERT